

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI

18 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

CONCORDE OU CONCORDAT ?

Pas d'ordre du jour. Pas de communiqué final prévu. Mais une intense campagne de presse pour l'aider dans son entreprise : expliquer à l'Amérique que la France — et par conséquent l'Europe — ont besoin des américains. La visite présidentielle est en effet précédée d'un nombre exceptionnel d'interviews : les trois chaînes nationales de télévision (75 millions de téléspectateurs) les trois principaux magazines, quatre ou cinq grands quotidiens et la revue « Prade » qui tire à 19 millions d'exemplaires. Afin que nul n'ignore...

Bien sur ni De Gaulle ni Jaubert ne sont plus là pour envenimer les relations entre les deux pays. Comme Giscard le reconnaît lui-même, les années où De Gaulle était au pouvoir « n'ont pas été les plus faciles. Mais, je peux vous dire franchement que l'état des relations entre la France et les Etats-Unis est meilleur que jamais ». Le secrétaire d'état Henry Kissinger sera sans doute très heureux d'apprendre, de la bouche même de son auguste visiteur, combien ses déclarations concernant l'arrivée éventuelle des communistes au gouvernement, en Italie au Portugal ou en Espagne — sans parler bien sûr de la France — ont été appréciés à l'Élysée. Au point que dans la plupart de ses interviews, Giscard s'est empressé d'en reprendre — selon l'expression consacrée — la substantifique moelle et d'y rajouter quelques couplets de sa composition.

Répondant, avec quelques mois de retard aux propositions « d'interdépendance » faites par le vice-président Rockefeller à l'occasion de son passage à Paris en mars dernier, Giscard a en effet déclaré dans une « lettre à l'Amérique » publiée par l'hebdomadaire Times « qu'il acceptait l'effort entrepris pour organiser l'Europe en une entité politique, amie et alliée de l'Amérique ». Propos qu'il devait compléter dans une interview au Washington Post en affirmant que l'arrivée au pouvoir d'une coalition socialo-communiste en Europe méridionale créerait « une coupure incompatible avec le maintien de l'unité européenne ».

A l'évidence Giscard ne se rend pas seulement aux Etats-Unis pour célébrer avant l'heure le bicentenaire de la naissance de la principale puissance impérialiste du monde occidental. Ni pour vendre Concorde. En l'occurrence, il s'agit bien plus de négocier un concordat dans lequel, en échange d'un « effort national des pays concernés » les Etats-Unis, une fois sortis « des incertitudes de cette élection » s'engageraient à poursuivre leur œuvre de défense du monde occidental. Sur ce terrain nul doute que Valéry n'obtienne un bon accueil à Washington.

Julien Tonnac

SIMEONI N'EST PAS SEUL DEVANT SES JUGES

• La Corse paralysée par la grève générale

LIRE PAGE 5



DEUX OUVRIERES DEVANT LES TRIBUNAUX

• Un policier à la fois victime, acteur et témoin des faits accusés !

LIRE PAGE 6

Voyage au pays de la contre-presse

LIRE PAGE 10 ET 11

L'ARMEE SIONISTE TUE ENCORE



30 000 personnes ont participé dimanche à Naplouse aux obsèques de Lina Hassan Naboulsi tuée à bout portant par des soldats israéliens (notre photo). De nouvelles manifestations se sont déroulées dans la journée et ont fait une autre victime, fauchée par un tir de mitraillette : un jeune étudiant de 18 ans. Huit morts en trois mois : beau tableau de chasse pour l'armée sioniste qui depuis qu'elle a perdu le canal de Suez ne sait sans doute plus où entraîner ses hommes.

Voir nos informations page 3.

« L'ANARCHISTE ANONYME »

Les radios se penchent sur le grave problème de la violence. Que faire contre les attentats, le terrorisme ? L'opinion est bouleversée, on l'interroge, on la saisit, on la bouscule, il faut réagir, c'en est trop. Après le PDG du Crédit Lyonnais, ce sera votre tour, chacun est concerné par « l'anarchiste anonyme », par « le chef d'orchestre clandestin »...

Deux explosions se produisent à l'Aurore. Au deuxième étage. Dégâts matériels, personne ne sait l'origine.

Une bombe devant le Palais de Justice d'Angoulême. Pas de blessés et l'attentat n'a pas été revendiqué.

Tout ça après l'assassinat de Chaine, le patron d'une des grandes banques françaises.

Toutes les mass-médias tendent l'oreille. Quels liens ?

Le simple fait de poser la question alimente les soupçons, suscite la crainte, entretient le doute. Ça aide Poniatowski à justifier sa politique de sécurité. S'il n'y avait pas tous ces incidents, il les inventerait. D'ailleurs il fait des proclamations vigoureuses qui dépassent le sujet traité, il part en guerre contre « l'anarchiste anonyme » qui sommeille en chaque citoyen. A la veille des élections, ça fera très bien.

Il n'y a pourtant pas la moindre preuve de quelque complot que ce soit : le PS et le PC dénoncent la violence, les anarchistes nient être impliqués en quoi que ce soit, les maoïstes se refusent au terro-



risme, les trotskystes sont aussi contre le terrorisme individuel et pour l'action de masse... Pas de chef d'orchestre désignable.

Ça ne fait rien, on traque une ombre. On vise « l'incertitude » c'est encore plus efficace. C'est plus angoissant.

Un an après, Carlos est encore là, qui rôde.

Même les juges maintenant n'obéissent plus. Or il faut de l'ordre. Le maître-mot plane dans toutes les déclarations du ministère de l'Intérieur. Le ministre de la Justice apporte son lot. En clair, ce sont eux qui complotent légalement, avec tous les moyens de l'appareil d'Etat, ils inventent, ils grossissent l'événement et ensuite, la presse aux ordres fait la une.

Les Hersant, les Mourousi valent bien les Springer d'outre-Rhin. Ils s'emploient à nous créer des Katarina Blum.

G.F.

Le PCI en campagne

CHASSER L'EXTREME-GAUCHE DES USINES

De notre envoyée spéciale en Italie,
Rome, le 17 mai.

A lire la presse communiste ces derniers jours, on voit que la présence unitaire des révolutionnaires dans la campagne électorale préoccupe beaucoup le parti de Berlinguer. Pas moins de deux éditoriaux de l'Unità, une double page dans l'hebdomadaire Rinascita, intitulée : « à gauche du PCI il y a le vide », une feuille spéciale distribuée à la FIAT intitulée « le minestrone d'extrême-gauche ».

Ce weekend, la section FIAT du Parti communiste italien rassemblait ses militants pour organiser la campagne électorale dans l'usine. A. Minucci, membre de la direction nationale du PCI, venu spécialement pour l'occasion, a présenté les grandes lignes du rapport de Berlinguer et sa proposition centrale : un gouvernement d'urgence de solidarité nationale, 100 travailleurs (dont une seule femme) participaient à la réunion. Le PCI déclare pourtant 1700 membres à la FIAT et quand on pense que les échéances électorales sont les moments forts de mobilisation pour lui, on ne peut pas parler d'un succès. Cette faible participation et de nombreuses interventions confirment que l'ouvrier membre du PCI se considère avant tout comme un militant syndical, qu'il n'a pas l'habitude de faire de la politique à l'usine.

Après avoir présenté le grand nettoyage des institutions et de la vie publique proposé par Berlinguer, Minucci s'est arrêté sur deux points, essentiels pour lui : d'une part, il serait erroné de dire dans cette campagne « on va en finir avec la DC » ; d'autre part, il faut développer l'attaque contre les groupes extra-parlementaires pour les chasser de l'usine.

Le premier point n'a pas soulevé l'enthousiasme et plusieurs travailleurs sont intervenus pour expliquer que maintenant que leur

patron Agnelli était candidat pour la DC, les choses étaient claires : la DC était clairement le parti des patrons.

Mais c'est sur la question des groupes d'extrême-gauche que la plus grande partie de la discussion s'est déroulée. On peut compter à la FIAT, entre les différentes organisations révolutionnaires (Avanguardia Operaia, Lotta Continua, PDUP, Gruppi communisti rivoluzionari) une centaine de militants, actifs quotidiennement et qui influencent dans les ateliers des couches bien plus larges. Malgré les oscillations politiques de certains de ces groupes, cela représente une force qui saura, pendant et après la campagne, rappeler au PCI qu'en cas de gouvernement de gauche, il ne peut pas faire impunément de compromis sur les revendications des travailleurs.

C'est ce que redoute le plus le PCI (en plus de la perte de 3 à 4 % des voix). Il avait espéré la division des révolutionnaires dans les élections et comptait s'associer le PDUP de façon plus ou moins acritique.

Minucci a fustigé l'alliance « parlementariste » entre « ceux qui ont sifflé Trentin dans les assemblées présentant le contrat de la métallurgie et ceux qui ont accepté le contrat » (le PDUP). La discussion a parfois pris une tournure à laquelle on est plus habituée



en France avec le PCF « les portes de l'usine sont à nous, il faut empêcher les groupes de distribuer leurs tracts » (très forts applaudissements). Seul un travailleur a affirmé qu'il fallait opposer des arguments politiques à ceux des

groupes d'extrême gauche.

Ainsi part en campagne le parti qui ne « parle pas abstraitement de la crise mais présente des solutions crédibles pour sortir le pays de la crise ».

Anna Libera

Les sous-officiers démocratiques et les élections

Les sous-officiers démocratiques et les élections.

Réunis à Rome dimanche, le Mouvement des sous-officiers démocratiques a élaboré une plate-forme revendicative pour la présenter à l'ensemble des forces politiques qui participent aux élections.

Les revendications principales sont :

- la révision du règlement disciplinaire et l'abrogation du code pénal de temps de paix ;
- un salaire indépendant du grade ;
- des primes et indemnités égales pour tous ;
- une augmentation des salaires et des allocations familiales.
- 40 H de travail hebdomadaire et deux jours de repos consécutifs par semaine ;
- maintien à 100 % du salaire en cas de maladie, et pendant 12 mois ;
- soins médicaux gratuits ;
- droit à l'étude (dans le cadre des 15 heures d'étude par an prises sur le temps de travail, garanties aux travailleurs dans les contrats collectifs).

La plate-forme demande également la reconnaissance d'une forme de représentation démocratique au sein des casernes.

Un débat est en cours dans toutes les structures de soldats et de sous-officiers démocratiques pour élaborer une sorte de Charte des droits des soldats. Une assemblée nationale des délégués de caserne est prévue début juin pour adopter cette charte et la rendre publique dans le cadre de la campagne électorale.

PORTUGAL

LA PISTE AUX ETOILES (SUITE)

• Le PCP annonce aujourd'hui s'il soutiendra un civil aux présidentielles

Dans une interview qu'il a accordé à l'hebdomadaire américain Newsweek, le premier ministre portugais, l'amiral Pinheiro de Azevedo a confirmé qu'il serait « candidat aux prochaines élections présidentielles ». « Le seul fait qui me ferait changer d'avis serait une double candidature émanant de M. Mario Soares et du général Antonio Ramalho Eanes. Dans ce cas je me retirerais ».

De son côté, l'Union Démocratique Populaire (UDP-maoïste) vient, après le Parti Révolutionnaire du Proletariat (PRP) d'apporter son soutien à la candidature de l'ex-général Otelo Saraiva de Carvalho, ancien commandant du Copcon.

Un « plenum » des commissions de travailleurs où l'UDP est hégémonique s'est d'ailleurs réuni ce dimanche à Lisbonne pour encourager la candidature d'Otelo. Dans un message qu'il a adressé aux participants de cette réunion, l'ex-général s'est excusé de son absence, due à l'interdiction qui lui est faite de participer à des meetings et des réunions politiques (il est assigné à

résidence). Puis Otelo ajoutait : « je suis avec vous du même côté de la barrière dans la lutte des classes terrible qui se livre au Portugal depuis le 25 avril 1974 ». Selon lui, l'élection présidentielle va une fois de plus démarquer les deux camps en présence et la lutte des travailleurs sera dure ; « La classe dominante ayant pour elle l'appareil d'Etat, le pouvoir financier des grands partis bourgeois électoralistes et le contrôle des moyens d'information ». Otelo concluait ainsi son adresse : « acceptons le combat, luttons pour vaincre et la victoire nous sourira ».

Le PCP est pour le moins dans l'embarras, devant cette prolifération d'étoiles sur la piste des présidentielles. Depuis le début de ces grandes et moins grandes manœuvres, la direction du PCP a toujours défendu qu'un militaire était le plus indiqué pour occuper la magistrature suprême. Retourner inattendu, le CC du PCP fera connaître aujourd'hui sa position et pourrait annoncer son soutien à un candidat civil. Alvaro Cunhal a évoqué cette hypo-

thèse au cours du meeting qu'il a tenu samedi à Lisbonne. Deux noms sont le plus généralement avancés. Celui de Rui Luis Gomes, recteur honoraire de l'université de Porto, vieux militant anti-fasciste qui s'est exilé pendant la dictature salazariste, mais de santé délicate. Et celui d'un autre intellectuel anti-fasciste, Teixeira Ribeiro, recteur de l'université de Coimbra, et vice-premier ministre sous le gouvernement de Vasco Gonçalves.

Cette volte-face du PCP tient sans doute aux réticences de la base du Parti à voter pour un Eanes ou un Pinheiro de Azevedo, à choisir entre l'homme fort du 25 novembre et l'artisan de la défaite en août 75 du « gonzalvisme ». De manière plus générale, se manifeste, depuis quelques semaines, une défiance croissante chez les travailleurs face aux « sauveurs suprêmes » galonnés. Le refus des syndicats qui participent à l'acclébration du 1^{er} Mai, les hommes du Conseil de la Révolution avait été le premier test de cette nouvelle tendance.

M. Rovère

BELGIQUE

campus en folie à Bruxelles

LA FETE D'HEBDO 76.

Des frites à la mayonnaise et de la gueuse lambic, mais aussi beaucoup, beaucoup de monde, près de 10 000 personnes en deux jours, pour la fête organisée ce week-end à l'Université Libre de Bruxelles par l'équivalent belge de Politique Hebdo, Hebdo 76. C'est la première fois qu'avait lieu au pays du petit roi Baudouin une fête de ce genre.

Des artistes, des stands, des débats aussi, sur quelle alternative à la crise, sur le fascisme, avec M. A. Macchiocchi, J. M. Palmier et E. Mandel, sur la presse militante auxquels étaient venus se joindre des camarades de Politique Hebdo, Tribune Socialiste, Libération et Rouge. Sur Chanson et politique, animé par Guy Bedos. Hebdo 76 veut être un lieu privilégié de la confrontation et du débat entre les différentes composantes de la gauche et de l'extrême-gauche, de l'aile la plus radicale de la social-démocratie aux maoïstes et du PCB à la LRT ; la fête qu'il a organisée ne se voulait pas seulement l'attrape-fric nécessaire pour surmonter des difficultés financières, mais aussi le grand carrefour de la gauche.

De ce point de vue aussi, ce campus en folie a été une réussite.

Hebdo 75, rue Paul Emile Janson 26/1050
Bruxelles Tel 02/640 1800

aux quatre coins du monde

ESPAGNE :
CONCERTO
POUR MATRAQUE A
ANRANJUEZ

Une trentaine de personnes ont été arrêtées et plusieurs blessées dimanche soir à Aranjuez (50 km au sud de Madrid), à la suite d'une violente intervention de la police qui a dispersé une manifestation réunie par des associations populaires de quartier.

Sept mille personnes étaient venues de Madrid pour protester contre « la hausse du coût de la vie, les difficultés de logement, les prix excessifs des transports ». Les manifestants ont en outre exigé l'établissement des « droits de réunion, d'association, de manifestation », et l'amnistie immédiate pour tous les délits politiques.

A.F.P.

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Fraga Iribarne, l'une des têtes de file de la tendance « réformiste » du régime de Juan Carlos, a interdit la manifestation convoquée par la droite franquiste pour le 20 mai, en hommage à Franco, dans le centre de Madrid.

Cette manifestation avait été organisée à l'appel de José Maria Giron, président de la puissance association des anciens combattants, qui regroupe 600 000 survivants des troupes franquistes. Giron est le principal dirigeant de l'« opposition institutionnelle », le « bunker » opposé à tous les aménagements des institutions franquistes promues par les « réformistes ». Les mots d'ordre de convocation de la manifestation étaient assez éloquentes : « la paix de Franco ne se change ni se brise » et « avec Franco nous vivions mieux », ce qui s'appelle de l'humour macabre...

Vague de grèves en Belgique

La Belgique est sans autobus et sans tramways pour 24 heures. Les quinze mille travailleurs de ce secteur, rassemblés dans les six grandes agglomérations du pays, réclament une amélioration de leurs conditions de travail ainsi qu'une prime de fin d'année et des augmentations de salaire. Toutes les négociations ont échouées, et les syndicats annoncent une nouvelle grève de 24 heures pour lundi prochain.

A Bruxelles, où ne circulent que les taxis et les voitures particulières, des embouteillages monstres sont signalés à tous les carrefours. On n'a jamais vu autant de piétons dans les rues de la capitale. La grève est quasi totale dans tout le pays.

D'autre part, les 20 000 travailleurs qui ont cessé les travaux depuis quatre jours poursuivent leur mouvement pour des augmentations de salaire.

A.F.P.

ALLEMAGNE DE L'EST

Avant le congrès du Parti socialiste unifié

LA MOROSITE BUREAUCRATIQUE

● *Le congrès oscillera entre la répression pour rassurer la bureaucratie et les concessions libérales pour endormir la classe ouvrière.*

Rien ne laisse présager des bouleversements profonds lors du prochain congrès du SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne de l'Est) qui s'ouvrira le 18 mai prochain. La République démocratique allemande (RDA) est apparemment l'un des pays les plus prospères de l'Europe sous influence soviétique. Le niveau de vie y est relativement élevé (proche des niveaux atteints en Europe occidentale) et les inégalités sociales, bien que non négligeables, sont loin d'atteindre l'ampleur qu'elles ont en Union soviétique.

Une situation économique difficile

Pourtant les problèmes ne manquent pas pour la direction du parti et le congrès (le neuvième depuis 1946) devra d'une façon ou

d'une autre s'en préoccuper. D'abord, sans être catastrophique, la situation économique est difficile. Le prix du pétrole soviétique utilisé par la RDA a doublé depuis 1973 et ce renchérissement pèse tant sur le niveau général des prix que sur la balance des paiements. D'une façon générale, l'économie doit produire beaucoup plus pour payer ses importations ou rembourser les emprunts contractés auprès des pays capitalistes.

Il apparaît ainsi de plus en plus improbable que les autorités puissent promouvoir, comme depuis 1971, une politique de hausse rapide du niveau de vie et se fixer en même temps des objectifs très ambitieux dans le domaine des investissements. Tout laisse croire que les choix essentiels de la planification seront faits en faveur des secteurs produisant des biens de production.

libres et le régime se gardera bien de relâcher sa pression bureaucratique et policière comme le laissent déjà entendre les thèses préparatoires au congrès.

La « vigilance » reste en effet de rigueur dans un pays où l'expropriation des capitalistes a eu lieu il y a trente ans, parce que les rapports entre le parti et les masses ont été faits de méfiance et de crainte dès le départ. De ce point de vue, il est caractéristique que le gouvernement tienne toujours à contrôler aussi étroitement les déplacements de ses administrés à l'étranger. La RDA entretient maintenant des relations quasi-diplomatiques avec l'Allemagne de l'Ouest, mais son gouvernement a si peu confiance en ses propres forces qu'il cherche à limiter au minimum les communications entre les deux parties de l'ancien Reich.

Pression policière

Les citoyens de RDA doivent donc s'attendre à une stagnation relative de leur pouvoir d'achat dans les années à venir. Pour le parti, il y a là un problème relativement grave, car le pouvoir d'Etat n'est sûr ni de ses assises ni de sa popularité. Sans doute la tranquillité du pays aujourd'hui repose-t-elle pour une large part sur l'atomisation et la dépolitisation des masses populaires, mais elle repose aussi sur l'amélioration continue des conditions de vie. C'est pourquoi les difficultés économiques sont prometteuses de nouveaux déséquilibres.

Une propagande stéréotypée

Le 9ème Congrès du SED ne sera pas, en tout état de cause, l'occasion de débattre franchement des problèmes de la classe ouvrière et du socialisme. Certes, depuis l'arrivée d'Erich Honecker au secrétariat du parti, la censure s'est faite moins pesante dans les différents domaines de l'expression. Les écrivains peuvent se permettre plus de libertés sur le plan de la forme ou dans le choix des thèmes. Les journaux sont plus variés et informent un peu mieux.

Mais cela n'empêche pas que les voix non conformistes - particulièrement celle des opposants de gauche, comme le poète Wolf Biermann - soient étouffées et que le véritable point de vue de classe - celui de la marche vers le socialisme - se trouve systématiquement refoulé par le flot d'une propagande stéréotypée et mystificatrice.

Dans une atmosphère morose, la bureaucratie de l'Etat et du parti navigue à vue entre la répression et les concessions libérales et tente tout ce qui est possible pour repousser les échéances. Dans ce contexte, le congrès sera surtout un congrès des faux-fuyants et du trompe-l'œil, ayant un double objectif : rassurer la bureaucratie sur sa légitimité et endormir la classe ouvrière.

Jean-Marie Vincent

Chaleureux et fraternel...

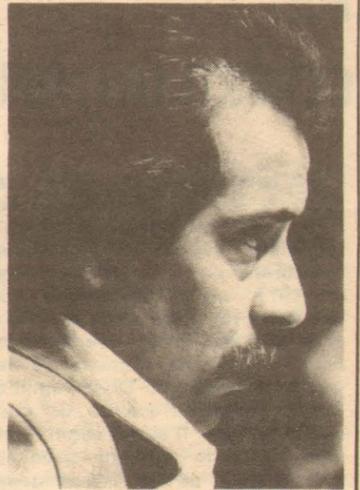
Pour nous tous, Edgardo Enriquez, c'est certes l'un des principaux responsables du MIR chilien, un nom respecté, mais c'est aussi une présence chaleureuse et fraternelle.

Beaucoup le connaissent, pour l'avoir entendu, en octobre 1974, dans la salle de la Mutualité, rendre un hommage plein d'émotion et de dignité au secrétaire général de son organisation, tombé au combat : Miguel Enriquez.

Tous les délégués au premier congrès de la Ligue communiste révolutionnaire, en décembre 1974, se souviennent du salut qu'il y apporta au nom du MIR.

J'ai rencontré Edgardo Enriquez une dernière fois, en janvier 1975 à Rome, au lendemain du congrès de Lotta Continua.

Nous avons parlé d'un projet de conférence des groupes révolutionnaires européens, et, surtout des moyens de relancer la campagne de défense des prisonniers politiques chiliens. Edgardo Enriquez proposait de mettre en évidence le cas des prisonniers « desconocidos », c'est à dire des prisonniers dont la détention n'est pas officiellement reconnue par le gouvernement, et dont je sort reste soumis au plus complet arbitraire. Le cas de Bautista Van Shouwen, l'un des



premiers dirigeants du MIR arrêté et atrocement torturé et mutilé, était et demeure le drapeau de cette campagne.

Aujourd'hui, il faut lui adjoindre le nom d'Edgardo Enriquez, parce que sa vie est menacée. Parce que seule une mobilisation rapide peut le sauver. Mais aussi parce que, objet de marchandages et tractations entre les dictatures argentine et chilienne, son cas rappelle brutalement le danger qui pèse sur l'ensemble des prisonniers politiques en Argentine, en Uruguay, au Chili.

Daniel Bensaïd

GRANDE BRETAGNE

L'AGENT PAYE PAR SANTIAGO...

Des millions de téléspectateurs britanniques ont écouté dimanche soir un anglais raconter comment il avait été chargé, durant deux ans, par l'ambassade du Chili à Londres, de participer à diverses actions contre les réfugiés chiliens hostiles au régime du général Pinochet.

Dans une interview exclusive à la chaîne de télévision « ITV », cet agent, présenté sous le nom d'emprunt de John Cooper, a affirmé avoir été payé par l'ambassade du Chili pour s'infiltrer dans les milieux de réfugiés chiliens et pour rassembler des informations sur les personnalités britanniques hostiles au régime chilien actuel.

John Cooper précise qu'il avait eu pour mission de photographier à Londres les manifestants devant l'ambassade du Chili et d'agir en agent provocateur pour discréditer en Grande-Bretagne les opposants au régime du général Pinochet. Il a été

chargé également a-t-il dit d'intimider les syndicats écossais hostiles à la livraison à la marine chilienne de fregates britanniques.

M. Cooper a indiqué qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili lorsqu'on lui proposa un revolver et des faux passeports pour des missions plus brutales contre des chiliens réfugiés en Grande-Bretagne.

Au cours de la même émission, l'ambassadeur du Chili à Londres, l'amiral Kaare Olsen, est intervenu pour démentir toute ingérence de l'ambassade chilienne « dans la vie politique britannique ou dans les activités politiques des exilés chiliens ». « Aucun membre de mon ambassade n'a été mêlé à des activités clandestines en Grande-Bretagne », a notamment déclaré l'amiral Olsen, qui a toutefois reconnu que M. Cooper avait été appointé durant deux ans par l'ambassade du Chili.

AFP



COMITE POUR SAUVER MARIO MUNOZ

La junte qui a pris le pouvoir en Argentine en mars dernier, tente d'abuser l'opinion mondiale en se présentant sous un jour libéral et en protestant de son respect des Droits de l'Homme. Elle a déclenché en silence une répression sanglante contre les révolutionnaires, syndicats et organisations populaires. Le gouvernement laisse agir impunément la criminelle AAA qui a redoublé ses attentats et ses assassinats. La vie de milliers de travailleurs argentins et chiliens est en danger.

Parmi ces condamnés à mort se trouve Mario MUNOZ SALAS, dirigeant ouvrier révolutionnaire chilien activement recherché par la junte argentine. Poursuivi et condamné à mort par la junte chilienne, il est maintenant menacé du même sort par le gouvernement argentin.

Ainsi une patrouille de la Gendarmerie Nationale perquisitionnait dans sa maison à 3H du matin le 25 mars détruisant tout à l'intérieur. Elle procéda immédiatement à un interrogatoire particulièrement brutal de la famille pour connaître la cachette de Mario MUNOZ. La poursuite féroce continue.

Mario MUNOZ, fondateur et dirigeant du syndicat des Ouvriers et Mineurs *Pirquineros* d'Aconcagua, Valparaiso, Santiago, est un combattant infatigable, connu et respecté de tous les ouvriers chiliens. La considération de ses frères de classe le porta à la direction nationale des Conseils Régionaux Miniers. Avant le coup d'état il abandonne le PS et l'UP en dénonçant la collaboration de classe avec la bourgeoisie, et notamment en demandant à S. Allende jusqu'à quand les partis ouvriers au sein du Front Populaire vont continuer à trahir la classe prolétarienne.

Dans son exil en Argentine, il continue de défendre les centaines de milliers d'ouvriers et paysans chiliens qui ont fui l'horreur et la trahison, c'est pour ce crime que la Junte militaire l'a condamné à mort.

Seule la solidarité internationale peut sauver la vie de Mario MUNOZ, ainsi que de Gabriel Salinas, Edgardo Enriquez, entre autres. Le comité de défense des Prisonniers Ouvriers et Marins Chiliens et le Partisan Defense Committee ont formé le comité pour sauver Mario MUNOZ, depuis de nombreuses organisations et personnalités ont manifesté leur soutien à la campagne. Il faut sauver Mario MUNOZ !

Liberté pour toutes les victimes de la répression réactionnaire en Argentine ! L'ONU doit prendre la responsabilité de sa sortie d'Argentine !

COMITE POUR SAUVER MARIO MUNOZ.

Adresse : W. Saffores
B.P. N° 64
75924 PARIS CEDEX 19.
LISTE DES SIGNATAIRES

Louis Althusser, Blanquart, Pierre Broué, Comte, J-P Faye, Amnesty International, A-P Lentin, Paul Noirot, Jiri Pelikan, Claude Roy, Catherine Ribeiro, Claude Bourdet, Michèle Rey, Témoignage Chrétien, P Vidal-Naquet, J-M Krivine, Maxime Rodinson, J-P Sartre, Professeur Minkowski, Dominique Lecourt, Daniel Guérin, Yves Lacoste, J-L Bory, Paco Ibanez, Laurent Schwartz, Gérard Mendel, Michel Drach, Marie-Josée Nat, Pierre Daix, Alain Krivine, P.S.U., L.C.R., Syndicat de la Magistrature, Association Française des Juristes Démocrates, Comité International contre la Répression.

ISRAEL

L'ARMEE TIRE ENCORE: UN ETUDIANT TUE

Une très vive tension régnait à Naplouse lundi matin, où la grève était générale et tous les magasins fermés. Pour dénoncer le meurtre de Nina Naboulsi qui, selon les rumeurs circulant à Naplouse, aurait été tuée à bout portant par des soldats israéliens alors que, poursuivie par la troupe, elle avait atteint le troisième étage d'une maison, deux journées de grève générales ont été décrétées dans la ville.

Des drapeaux noirs ont été accrochés aux maisons en signe de deuil et d'importantes manifestations ont éclaté à Ramallah et dans le camp de réfugiés de Kalandya tout proche où les manifestants ont mis le feu à un amas de vieux pneus.

Pour la deuxième fois en vingt-quatre heures l'armée sioniste a tiré et fait une nouvelle victime, un étudiant âgé de 18 ans d'une école professionnelle de l'UNWRA à Kalandya, à mi-chemin de Jerusalem à Ramallah. Selon le communiqué militaire israélien, il aurait été tué au moment où deux soldats, « attaqués par deux cents personnes », durent ouvrir le feu pour dégager leur véhicule. Mais le directeur de l'école a donné une autre version de ce nouveau meurtre : Abdallah Hawas et quelques autres étudiants étaient sortis en « curieux » pour voir ce qui se passait sur la route. « Il a été tué par une rafale de mitraillette tirée du véhicule militaire. C'est miracle qu'il n'y ait pas eu d'autres victimes » a-t-il ajouté.

La mort d'Abdallah Hawas porte à

huit le total des palestiniens tués depuis le début des affrontements en Cisjordanie par la police ou l'armée sioniste. La grève générale a été proclamée à Ramallah et Kalandya et une foule énorme était massée dans les rues au début de l'après-midi pour assister à ses funérailles.

D'autres incidents ont eu lieu également à Djenine Tulkarem, au camp de réfugiés de Balata et à Naplouse où après qu'ait été instauré le couvre-feu une voiture de pompier équipée de lances à eau colorée, se tient prête à intervenir en permanence. Car les derniers crimes de l'armée sioniste ne peuvent qu'aviver la tension qui règne dans toute la Cisjordanie et menace de donner lieu à de nouveaux affrontements dans les prochains jours.

RE- CONCILIATION

Les congrès courts ne sont pas toujours les meilleurs. Celui de Dijon, où les socialistes entendaient définir leur tactique électorale pour les municipales de 1977, n'aura duré que six heures et ne restera pas dans les annales du parti. L'unanimité pour des listes d'union de la gauche fera dire au CERES qu'il a tiré la majorité encore un peu plus à gauche. Il serait cependant plus juste de souligner que la polarisation des forces politiques aiguillait obligatoirement le parti socialiste dans cette voie. Mitterrand et ses amis ont en effet compris qu'ils perdraient plus de voix à s'allier avec des centristes qu'avec des communistes dans les villes de plus de 30 000 habitants.

Le vrai congrès, en réalité, s'est déroulé le samedi matin, lors de la convention nationale ordinaire. Pierre Mauroy y a notamment déclaré que « pour les socialistes, le problème du pouvoir est à l'ordre du jour », et qu'en conséquence, il fallait « agir comme un parti d'opposition mais en même temps comme un parti qui va détenir les responsabilités gouvernementales ». On était curieux de la réplique du CERES. Pierre Guidoni, au nom de la minorité, s'est contenté de remarquer l'unité du parti dans l'affaire des comités de soldats, à l'occasion des élections cantonales et face aux attaques de la droite. Et en souhaitant que les fédérations minoritaires s'abstiennent pour la dernière fois sur le rapport d'activité de la direction, il a clairement donné des gages pour un éventuel retour du CERES au secrétariat. Quant à sa conclusion sur l'opportunité d'un débat autour des questions de l'Etat et du pouvoir, elle n'apparaissait qu'en forme de suggestion...

C'était pourtant bien là le fond de la question. En n'y revenant pas dans les interventions de congrès, les militants de la minorité ont fait le jeu de la majorité. Il sera plus facile encore à Mitterrand d'écrire et de parler le langage de la conciliation aux patrons du CNPF. Et demain, les dirigeants du CERES devront faire taire leurs militants combattifs dans les entreprises pour ne pas déjouer les dernières manœuvres pré-électorales du futur parti de gouvernement. En récupérant ses strapontins, le CERES risque fort de se retrouver à la direction, non plus du parti de l'autogestion, mais du parti de l'Etat-gestion.

Pierre Julien

**COUP
POUR
COUP** N° 5

APRÈS LE 22^e CONGRÈS

QUESTIONS AU P.C.F.



3 F Ligue Communiste Révolutionnaire
Section Française
de la Quatrième Internationale

Affaire Ceccaldi

LECANUET RECULERAIT-IL ?

La réaction de M. André Braunschweig, président de l'union syndicale des magistrats, qui a reconnu qu'on a voulu se « débarasser » de son collègue Étienne Ceccaldi va-t-elle faire hésiter Lecanuet ?

Le ministère de la justice est menacé d'une grève, appelée par le syndicat de la magistrature, au cas où des sanctions seraient prises contre Ceccaldi pour refus de prendre son nouveau poste à Hazebrouck. Tout en déclarant cette grève « illégale » et en menaçant à nouveau Ceccaldi de sanctions, Lecanuet n'est pas allé jusqu'au bout, de peur, c'est évident, d'aggraver le malaise de la magistrature. Il a saisi une « commission » qui jugera, certes, mais en laissant M. Ceccaldi en poste à Marseille quitte à le radier pour quelques années de la liste d'aptitude.

Mais est-ce que cette piroquette suffira à faire oublier l'origine de l'affaire et sa gravité ? Ceccaldi aurait fait des

difficultés à reprendre à son compte les éventuelles réquisitions de non-lieu que lui transmettait la chancellerie dans l'affaire des pétroliers. Et c'est là que se trouve le fond de la question : les pressions, que le pouvoir est en mesure d'exercer, pour reprendre en main la magistrature parallèlement à la mise en place d'un dispositif juridique et policier portant atteinte aux libertés. L'affaire Ceccaldi montre que tout est fait pour que la loi ne soit pas applicable aux puissants groupes économiques et notamment les pétroliers : ceux-ci sont défendus contre la presse (voir les pressions de Fourcade pour que « Le Monde » licencie Simonnot) ils le sont aussi contre les magistrats trop obstinés. Une demi-mesure dans l'affaire Ceccaldi montrerait certes que la réaction des magistrats a fait reculer le pouvoir mais la menace permanente qui s'est révélée à cette occasion n'est pas disparue pour autant.



L'assemblée extraordinaire du syndicat de la magistrature à Paris.

A Lyon

UNE AUTRE FÊTE, CELLE DE POLITIQUE HEBDO

Faire la fête à Lyon, c'était une bonne initiative : il s'agissait pour PH de rompre avec la tradition parisienne des fêtes de l'extrême-gauche, d'étendre la surface d'information et d'implantation du journal, de rassembler les organisations politiques, les boîtes en lutte, les artistes en rupture pour faire une fête « à mille facettes » où il y aurait « de tout, de tout, de tout ». C'était un peu risqué pourtant, et il semble que l'objectif n'a été que partiellement atteint.

PH avait choisi de ne pas inviter les vedettes habituelles des fêtes de l'extrême-gauche. Par contre, il y avait profusion de groupes dits marginaux ; mettait en scène ou en chansons l'oppression quotidienne, les luttes en cours, le travail aliéné, le racisme, le grand chambardement de Lyon. Tout ce qui nous empêche de vivre.

On garde de cette première journée (peu de monde vendredi soir) une impression mitigée. L'espace était mal structuré. Par exemple les femmes étouffaient entre la *GOP-Révo* ! et un bouquet d'arbres. Pour ne pas parler du GLH perché derrière les arbres, derrière les femmes. Ça manquait de tonus, de point fort. Les stands des organisations politiques n'attiraient pas grand monde et, ce qui est plus gênant, les stands de boîtes en lutte non plus. Ainsi la CFDT-Lip, comme oubliée dans un coin n'a pas réussi à organiser le débat prévu. Le forum sur les PC d'Europe du sud a attiré un public nombreux et attentif, mais faute de temps, de débats, il s'est transformé en catalogue des points de vue des organisations présentes sur la place de Lyon. Pourtant il y a eu des discussions politiques, mais surtout autour des comités de masse (par exemple autour du montage réalisé par le CDA, le CLO, l'IDS), autour des groupes femmes (garde des enfants, problème du viol), autour

surtout des interventions « culturelles », qui étaient de loin l'aspect le plus réussi de cette fête.

Il serait difficile de tout citer de la fête. Elle a réussi à être un point de rencontre pour une multitude de groupes réduits au silence par le système. Parmi ces groupes on remarquait les sketches des groupes femmes dénonçant leur oppression de tous les jours. Un mode d'expression qui portait plus que les interventions directement politiques et qui a donné le ton à la fête.

Dimanche le public a changé. Vers 17 h, sous l'amphithéâtre comble les boîtes en lutte (Lip, Monin ordures, Câbles de Lyon, Cie des compresseurs frigorifiques, CGE...) viennent débattre, confronter leurs expériences, discuter de leur coordination, de l'unité face aux licenciements, de l'unité syndicale. L'axe de la fête s'est déplacé, elle s'est recentrée autour de la recherche d'un débouché aux luttes et vers leur unification. Ailleurs d'autres débats, féminisme et militantisme : Chili, lois répressives de Ponia... et toujours des groupes de théâtre, des chanteurs, du jazz. Un triomphe des « Mirabelles », troupe d'homosexuel(le)s qui ont tourné en dérision le schéma classique de l'homosexualité dans la société. Suivi d'un débat par les plus massifs de la fête.

Dimanche les camarades de PH ont approché de plus près leur but, engendrer, sinon une dynamique unitaire de l'extrême-gauche face aux échecs de 78, au moins des discussions, articuler la politique, « l'animation culturelle », la remise en question du quotidien des femmes, des homosexuels, des travailleurs... Pour une première initiative de décentralisation, et en dépit des carences d'organisation, la fête de PH à Lyon a été un succès.

Denise Avenas

TRIBUNE libre

Nous publions ci-contre la première tribune libre que nous a adressée l'OCI. Nous n'avons pas coutume d'accompagner les tribunes libres publiées dans « Rouge » de commentaires. Pourtant, celle-ci nous semble exiger une mise au point. Contrairement à ce qu'y affirme Claude Chisseray, il n'est malheureusement pas vrai qu'il n'y ait « plus d'obstacle à la discussion entre l'OCI et la LCR ». La publication par le quotidien « Rouge » d'une tribune libre occasionnelle de l'OCI ne manifeste aucune révision de jugement en la matière. Nous espérons néanmoins que cela puisse contribuer à lever des obstacles qui s'opposent encore à ce que nous établissons avec l'OCI des relations normales, à l'image de celles que nous entretenons avec les autres organisations révolutionnaires en France comme à l'échelle internationale.

Alain Krivine

oci

Tout d'abord, avant d'aller plus avant pourquoi cette tribune de l'OCI dans les colonnes du journal Rouge ? Une telle question doit être posée, car le fait qu'un militant écrive dans une tribune libre d'un journal qui n'est pas édité par son organisation mérite d'être relevé. En effet pour des raisons délibérées, l'OCI n'utilise pas les « mass media » en général. Non point que cela relève d'une question principale, mais parce qu'à l'étape de son développement, en tirant le bilan de toute l'expérience de la 4ème Internationale fondée en 1938 sur la base du programme de transition, l'OCI sait que ce n'est pas par les médias, ni par les initiatives spectaculaires, que l'on construira la Parti révolutionnaire dans chaque pays comme section de la 4ème Internationale. Nous renverrons d'ailleurs les lecteurs à notre brochure « quelques enseignements de notre histoire » (1), où ils verront qu'il n'existe aucun raccourci, aucune voie royale, pour rassembler à l'échelle mondiale, dans chaque pays, les militants se réclamant du programme de transition de la 4ème internationale.

Poursuivons ; pour nous militants de l'OCI, membres du comité d'organisation pour la reconstruction de la 4ème Internationale, la question des questions réside dans la 4ème Internationale, héritière des traditions des 1ère, 2ème, 3ème Internationales, c'est-à-dire la continuité du mouvement ouvrier dans l'espace et dans le temps.

L'internationalisme n'a rien à voir avec une simple « fraternité humaine », mais se base sur l'existence d'une classe ouvrière mondiale, et de ses sections nationales, elle-même produit du capitalisme, de la division internationale du travail et de l'existence d'Etats nationaux. Comme l'écrit Trotsky dans la préface à l'édition française de la « révolution permanente », le marxisme procède l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division du travail et par le marché mondial (...), les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années (...).

C'est cette dialectique qu'exprime l'OCI « lorsqu'elle combat dans la forme nationale de l'Etat bourgeois français en posant le problème de la dictature du prolétariat, le problème du gouvernement ouvrier et paysan, la question du gouvernement PC-PS sans ministre bourgeois, contre les fronts populaires, et dans le fond, le contenu internationaliste, lorsqu'elle combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale, qu'elle estime avoir été détruite en 1953 par le révisionnisme stalinien.

Le révisionnisme ayant amené à cette scission a laissé de profondes séquelles, qui se révèlent à chaque étape de la discussion, que ce soit, pour ne prendre que deux exemples, sur la question du « foquisme » en Amérique Latine, que plus récemment au Portugal, le soutien au FUR, lié à l'absence de combat pour un gouvernement ouvrier et paysan tel que le définit le programme de transition.

Et c'est pourquoi le bureau international du comité pour la reconstruction de la 4ème Internationale a suivi avec attention les discussions qui se déroulent dans le SU et y a vu la possibilité de reprendre l'ensemble des problèmes. Nous avons proposé à l'occasion du 10ème congrès mondial du secrétariat unifié, une discussion sur les raisons et les racines qui ont amené à la scission de 1953, dont le prologue a été l'exclusion de la majorité du PCI refusant la décision du secrétariat international et du comité exécutif international d'interdire la poursuite de la discussion et par là même de l'étouffer. Malgré l'absence de réponse du secrétariat unifié, nous avons invité le SU à notre 20ème Congrès. Une réponse négative signée Ernest Mandel nous est parvenue, reprenant les arguments fallacieux des prétendues violences que nous aurions perpétrées. Aussi à la suite de la reconnaissance notamment à propos de l'affaire du provocateur Varga, où le camarade Marion a reconnu que les documents publiés par l'OCI n'étaient pas faux, nous félicitant du fait que le SU et le BP de la LCR ont décidé de répondre à « notre double offre de discussion entre nos directions internationales et nos organisations françaises », le bureau politique de l'OCI m'a donc chargé de rédiger cet article pour la tribune libre de Rouge qu'elle considère comme un journal ouvrier.

Maintenant que tous les « préalables » à la discussion sont levés, la discussion peut commencer, la discussion doit commencer !

Claude Chisseray.

(1) En vente à la SELIO, 87 rue du Faubourg St Denis 75010 Paris.

liberté provisoire pour les antifascistes de lévallois

Après s'être élevés contre le scandaleux verdict du procès des antifascistes de Lévallois, le M.J.S. approuve la demande de mise en liberté provisoire qu'ils ont formulé dans l'attente du procès en appel. Nous appelons tous les jeunes à signer les pétitions pour leur libération et pour exiger l'interdiction des bandes fascistes qui font régner la terreur dans certaines facultés et lycées. Le M.J.S. a demandé au groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée Nationale que soit posée une question au gou-

vernement sur sa politique de répression à l'encontre des antifascistes et sur sa politique de laxisme à l'égard des bandes terroristes.

Mouvement des Jeunesses Socialistes.

FETE DES JC A NANCY

3000 personnes avec « Ange » et Gilles Dreux. Un car de JC de la Seine Saint-Denis était venu aider aux adhésions : il y en a eu 200 à la JC et 35 au PCF paraît-il. Dans les débats, il y avait à peu près 200 participants, avec Roland Favaro du CC et Alain Gamard du BN du M.J.C. Correspondant

1ère journée du procès d'Edmond Simeoni et de ses camarades

LA COUR DE SURETE EN ACCUSATION

• La Corse « zone réservée » pour les tribunaux d'exception ?

Devant un peloton de gendarmes-fourragères et gants-blancs présentant les armes, la cour de sûreté de l'Etat a ouvert le procès intenté à Edmond Simeoni et à ses huit camarades. Dès l'ouverture de l'audience, la séance devait être suspendue afin de permettre l'arrivée des témoins bloqués par un service d'ordre inhabituel qui débordait jusque sur les toits du palais. Plus habituel, par contre, le box du public fut interdit jusqu'à midi, on ne sait trop pourquoi. Une certaine émotion a envahi le prétoire lorsque les inculpés en liberté ont demandé à rejoindre Edmond Simeoni dans le box des accusés où il se tenait seul, entouré de deux gendarmes. On a vu bientôt les huit inculpés (le neuvième est en fuite) assis côte à côte, comme pour revendiquer unanimement à la fois leurs responsabilités et leur solidarité.

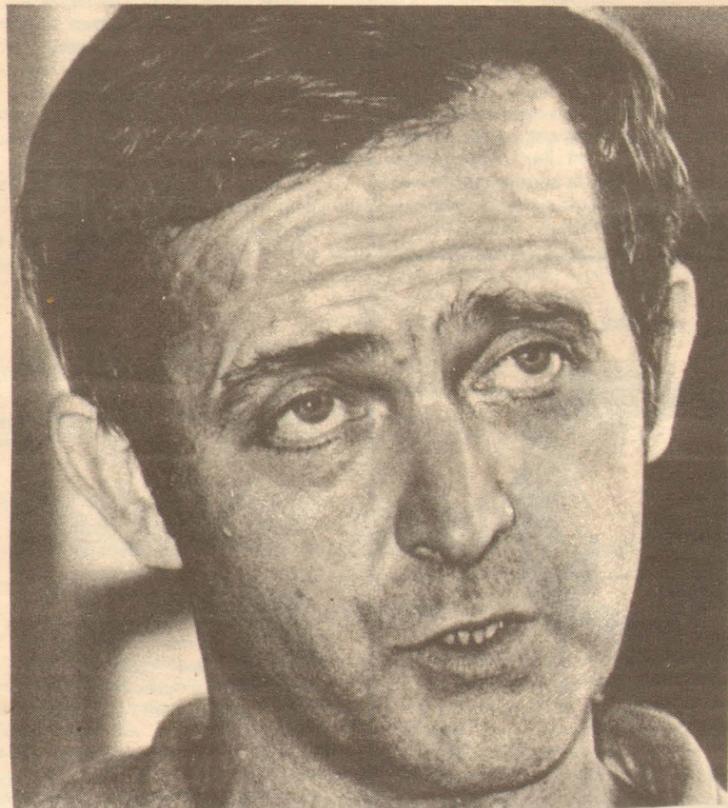
Neuf inculpés, dont un est détenu (Edmond Simeoni), un en fuite (Marcel Lorenzoni), et sept en liberté (Pierre Susini, Francis Sicurani, Auguste Tirrolani, Jacques Fieschi, Jean-Jacques Paoli, Jean-Louis Andreani, Alain Peraldi) comparaissent depuis hier matin devant la cour de Sûreté de

vins corses qui ruinaient les petits producteurs locaux. On est donc loin d'un complot contre la sûreté de l'Etat, tel que Poniowski a voulu le faire croire en faisant dissoudre, après les événements, l'Action pour la renaissance de la Corse dont Edmond Simeoni était l'animateur.

Cette première audience a débuté par les plaidoiries des avocats sur les nullités des procédures. La défense veut en effet démontrer que la procédure qui est de règle à la cour de sûreté de l'Etat ne garantit pas ses droits, notamment au cours de l'instruction dont le règlement est contradictoire avec la signature de la convention européenne des droits de l'homme signée par la France au printemps 74. Elle a aussi plaidé l'incompétence de la cour de sûreté de l'Etat pour juger des faits reprochés à ses clients. La question qu'elle pose est claire : est-ce uniquement parce qu'Aléria a eu lieu en Corse qu'un tribunal d'exception a été jugé compétent ? On pourrait le croire lorsqu'on entend l'avocat général parler de « corps expéditionnaire » quand il veut parler des gendarmes envoyés en renfort dans l'île.

quarante témoins ont été cités, dont M. Poniowski (qui ne viendra sans doute pas), le préfet de la Corse au moment des faits, le propriétaire de la cave viticole occupée, M. Delpelle, qui passera par ailleurs en procès le 31 mai pour fraude sur ses vins.

Georges Marion



l'Etat. C'est l'épilogue provisoire de « l'affaire » d'Aléria, du « piège » d'Aléria comme l'a nommé Edmond Simeoni dans son livre paru aux éditions J.C Lattès. C'est aussi une étape dans la prise de conscience du peuple corse en lutte pour ses droits.

Le pouvoir y a vu une menace contre la Sûreté de l'Etat et a déféré les inculpés devant la Cour du même nom bien que — un des avocats le dira dès la première audience — la juridiction « naturelle » dans une affaire de ce genre eût été la cour d'assises de Bastia. Pour justifier une mesure aussi scandaleuse on a retenu, outre les inculpations criminelles de droit commun (complicité ou tentative d'homicide volontaire sur la personne de deux gendarmes morts durant l'assaut, action violente menée par groupe à force ouverte relevable de la loi « anticasseurs ») des inculpations de droit d'exception telles que prise de commandement ou participation à une bande armée en vue de s'imposer à l'autorité de l'Etat. Pour de tels faits Edmond Simeoni risque la peine de mort.

Pourtant, et Edmond Simeoni le redira de son box, l'action d'Aléria se proposait d'attirer l'attention sur la situation politique, économique et sociale de l'île, ainsi que d'intervenir sur le problème des fraudes sur les

La distribution des inculpations a suivi ce schéma puisque, en vertu de ses responsabilités politiques, Edmond Simeoni est le plus lourdement inculpé. Comparissant devant un tribunal d'exception, il bénéficiera des garanties qu'accorde une juridiction tellement décriée qu'au sein même de la magistrature il a fallu plusieurs semaines de tractations pour que son président actuel, M. Pierre David, accepte d'en prendre la tête. Les mêmes scrupules ne semblent pas avoir habité M. Doring-Carter qui tient le rôle du ministre public. Ce magistrat qui appartient à « l'écurie » de l'actuel procureur général de la cour de Sûreté de l'Etat, M. Jonquères, tout comme un autre magistrat de la même cour, M. Gallut, bien connu des soldats et anti-militaristes inculpés, a fait l'essentiel de sa carrière dans les colonies. Il siégeait notamment à Madagascar pendant les événements de 1947 qui virent le peuple malgache se soulever contre le colonialisme. On parle de lui, en récompense en quelque sorte, pour le poste de procureur à Lille où la forte implantation du Syndicat de la magistrature nécessiterait une « reprise en main ».

Le procès doit durer près d'un mois, devant une cour composée de trois magistrats civils et de deux militaires (un général et un colonel). Cent

ALERIA

Le 21 août, au petit matin, une quinzaine de militants de l'ARC, dirigés par Edmond Simeoni, investissent la cave de Depeille, un gros propriétaire pied-noir, dont le nom est cité dans plusieurs affaires de fraudes.

Les revendications du « commando » sont sans ambiguïtés : libération de Capretti, un militant autonomiste, accusé d'avoir dérobé l'arme d'un gendarme au cours d'une bagarre ; arrestation des escrocs dans le genre de Depeille ; saisie conservatoire de leurs biens ; redistribution, sous forme communautaire, des 2 000 hectares et des caves des escrocs, aux agriculteurs les plus défavorisés.

Dans l'après-midi, le préfet Gilly, haï dans l'île, demande l'emploi de la force au Ministère de l'Intérieur. Dans la nuit, 2 000 gendarmes, policiers et CRS encerclent la cave, appuyés par des auto-mitrailleuses et des hélicoptères Puma. Les militants de l'ARC prennent alors quatre otages afin de s'assurer un minimum de protection. Des syndicalistes se proposent comme médiateurs. A 16 H 15, l'assaut est donné par les forces « de l'ordre ». Les occupants répondent. Bilan : Pierrot Susini (qui sera jugé en même temps que Edmond Simeoni) a le pied arraché par une balle de mitrailleuse. Deux gendarmes sont morts.

Edmond Simeoni se constitue alors prisonnier à la condition que ses camarades puissent sortir libres. Ce qui est fait. Les militants autonomistes s'en vont le fusil à la main en chantant le Dio vi Salve Regina. Par la suite, Poniowski interviendra personnellement pour que tous les occupants de la cave Depeille, reconnus sur film de presse, soient traqués. En quelques jours, le Ministère de l'Intérieur, par son attitude intransigente, a ouvert les yeux à bien des Corses. Et le PC qui, le 23 août traitait Edmond Simeoni de fasciste reviendra rapidement sur cette analyse « sommaire ».

La Corse après LIBER BOU

« LA CANNE A PECHE OU LE FUSIL »

De nos envoyés spéciaux

En juillet 1975, le gouvernement adoptait, pour la Corse, une Charte, proposée par son émissaire dans l'île, Liber Bou. Depuis, il y a eu Aléria, qui entre autres choses, a consacré l'échec de la politique d'intégration de certaines forces politiques tel l'autonomisme. Aujourd'hui, Liber Bou a quitté la Corse, « atteint par la limite d'âge ». Mais nombreux sont ceux qui pensent, qu'en fait, la mission qui avait été assignée à ce grand commis, par un président « décontracté », restera sans lendemain.

D'emblée, Liber Bou adopte une attitude « réaliste » en ignorant savamment les clans et reçoit, à Rungis, les dirigeants de l'ARC (Action pour la Renaissance de la Corse : principal mouvement autonomiste). Son but ? Promouvoir le développement de la Corse et rédiger une Charte, résultat de la plus large concertation avec les associations politiques et socio-professionnelles jusque-là mises au rencart.

Monsieur Liber Bou avait, par ailleurs, très fermement exprimé les limites de sa « compréhension ». Au cours d'un dialogue avec Edmond Simeoni, il avait jeté une phrase, qui a fait couler beaucoup d'encre : « Même 200 000 autonomistes ne feraient pas changer la Constitution ». C'en était trop pour la base autonomiste qui, déjà méfiante, commença alors à sérieusement ruer dans les brancards. Des « inconnus » bombèrent une nuit sur le local de l'ARC : « Edmond choisit : la canne à pêche ou le fusil ». Force fut de choisir le départ de la commission. L'autonomisme, en continuant de servir de caution à cette entreprise du pouvoir, risquait de perdre ses forces vives. Dès lors, la mission Liber Bou était condamnée à l'échec.

L'occupation de la cave d'Aléria a bouleversé tous les plans du pouvoir. Désormais finie la concertation et vivent les auto-mitrailleuses. Liber Bou s'en est allé faute d'avoir réussi et la situation de la Corse n'a guère changé. Or qui dit pas de changement actuellement dit situation dégradée.

Il y a un mois, environ, le conseil des Ministres décidait la continuité territoriale et l'investissement de sommes à cet effet. Dans tous les magasins que nous avons visité, il est impossible d'en voir les effets. Les prix restent majorés de 20 à 25% par rapport au continent.

Il est très vraisemblable que les seuls à bénéficier de la continuité seront les trusts de la construction et du tourisme qui pourront amener à moindre frais, en Corse, leurs produits. Mais déjà, il a été annoncé que le ciment, qui constitue le matériau de base pour les maçons, resterait au même tarif dans l'île. Résultat : les grandes

boîtes pourront baisser leur prix de construction tandis que le petit artisan corse devra les majorer au fil de l'inflation.

Inutile de préciser qu'une telle mesure a fait l'effet d'huile sur le feu et que les autonomistes s'en sont servi. Cette fameuse continuité a eu si peu d'effet que la CGT a décidé une nouvelle revendication : le SMIC majoré de 15% pour les travailleurs corses.

Une autre particularité de l'île, qui rend particulièrement amers ceux qui avaient cru à la mission de Liber Bou : un accroissement constant et important du chômage. Durant le mois de mars, il y a eu 4400 nouveaux demandeurs d'emploi.

Ce chômage n'a fait qu'augmenter au cours des dernières années. 850 chômeurs au début 71, 1100 en 72, 1600 en 73, 1600 en 74, 3400 en 75 et déjà plus de 4000 en début 1976. Chaque année, plus de huit cents jeunes quittent l'école sans formation. Et 76 ne démentira pas cette statistique. Ce qui explique que 40% du chômage touche les jeunes corses de 18 à 24 ans. Quant aux femmes, elles sont la moitié des demandeurs d'emploi dans l'île.

En quelques mois, les faillites ont augmenté de 15,8%, suscitant d'importants conflits sociaux : Job-Bastos, les Télécoms, « Corse Pressing »... Dans le domaine de l'agriculture, rien n'a changé. Nous avons longuement discuté avec un paysan de la plaine orientale. Il nous a amené devant les vignes qui entourent la cave de Depeille près d'Aléria, celle qui fut occupée par Edmond Simeoni. Elle est maintenant inutilisée. La toiture détruite par l'incendie a été laissée telle quelle. On peut toujours lire sur les murs noircis : « Colons fora », « la terre aux corses ». « Regardez, nous a-t-il dit, de tout cela rien n'appartient à un agriculteur d'ici ». A perte de vue, on voit des vignes, taillées, encore petites mais qui, l'automne venu, porteront les grappes pour le plus grand profit des Depeille, Infantes et Cie.

Dans l'élevage, le trust Roquefort n'a pas changé d'attitude. Il continue à exercer des pressions sur les bergers pour obtenir le monopole de l'achat du lait de brebis. Et là, pas question de continuité territoriale. Le prix du lait restera diminué de la prime de transport comme avant Liber Bou.

Dans le domaine économique, la Corse paraît figée dans un immobilisme dont se demande où il peut mener. Pendant quelques mois, les corses ont eu l'impression que les choses pourraient s'améliorer avec Liber Bou. Aléria leur a ouvert les yeux. « Le gouvernement a tenu ses promesses » déclarait Chirac. Il fallait qu'elles soient bien inexistantes pour qu'aujourd'hui, l'île en soit où elle en est.

François Gaillard
Antoine Pietri

Deux travailleuses en procès

Quand la police est à INNO comme chez elle...

« C'est une chambrette » dit quelqu'un dans la foule. En effet, la salle de la 10ème Chambre correctionnelle de Paris ne suffit pas à contenir tous ceux qui sont venus soutenir Roselyne et Clémence. L'Union départementale CFDT de Paris qui a assuré la plus grande part de leur défense amène des milliers de signatures demandant l'arrêt des poursuites contre ces deux militantes syndicales.

Les faits reprochés à ces deux camarades remontent à octobre 1975. Lors d'une grève au supermarché INNO de Montparnasse, elles avaient manifesté leur solidarité en répondant aux consignes données par les grévistes de cette entreprise : remplir les caddies, les laisser à la caisse en déclarant « c'est trop cher et nous sommes solidaires des grévistes ».

Sans comprendre ce qui leur arrivait

Le patron de INNO, en violation flagrante du droit de grève avait appelé en renfort le commissariat de police. C'est ainsi que ces deux travailleuses, venues faire leurs courses, se sont retrouvées empoignées par deux solides gaillards, plaquées au mur, traînées par terre le long du boulevard, sans comprendre ce qui leur arrivait. Mais voilà, ces deux malabars étaient des policiers en civil. Se trouvant pris en flagrant délit de brutalités et obligés par la foule nombreuse, (« qui voulait les lyncher » dira un témoin) de faire preuve de leur identité de flic, ils firent ce que font leurs collè-

gues dans ces cas-là : ils emmenèrent les deux femmes au commissariat et... les accusèrent d'injures à agent et rébellion !

Ainsi pour avoir manifesté une solidarité que le procureur qualifia lui-même de « normale et d'humaine », ces deux camarades sont traînées en correctionnelle, alors que les vrais « délités » en cette affaire, atteinte au droit de grève de brutalités caractérisées, volontaires, ne sont relevés que par la défense. M^{re} Leclerc parlera même de « provocations à injures et rébellion » de la part de ces policiers (mais bien sûr ça n'existe pas dans le code...)

Le vide du dossier

Ce qui ressort du procès lui-même, c'est le vide total du dossier de l'accusation. Ni le procureur, ni les deux agents cités comme témoins et qui sont en fait les « acteurs » de cette affaire ne soutiendront ces accusations absurdes. En ce qui concerne la camarade Clémence, le président du tribunal lui-même s'est demandé pourquoi on l'avait poursuivie. En fait un seul

Saint-Gobain

La grève continue

DERRIERE LE MIROIR...

L'assemblée générale des grévistes de l'usine de Rantigny (Oise) a décidé hier de continuer le mouvement. Alors que jusque là des piquets de grève interdisaient l'entrée des camions, les ouvriers ont décidé, devant les menaces des tribunaux, de libérer les entrées. Les cadres, les employés des bureaux d'étude, ont aussitôt repris le travail. Mais la force de cette grève, c'est que la quasi totalité du personnel de production continuant le mouvement, rien ne sort de l'usine.

Une forme de lutte intéressante

Sur le trust, trois usines sont en grève. Outre celle de Rantigny qui regroupe 1 200 salariés, celle d'Orange (Vaucluse) et celle de Thaurott, également dans l'Oise, participent au mouvement. A Thaurott, l'entreprise emploie 2 700 travailleurs. On y trouve les glacières de Chantereine. Les grévistes cassent la glace en fin de chaîne et la renvoient à la fonte ! La direction

a entraîné ces ouvriers devant les tribunaux. Alors que ceux-ci avaient ordonné l'expulsion des piquets de grève, ils ont refusé de sanctionner cette forme de lutte intéressante.

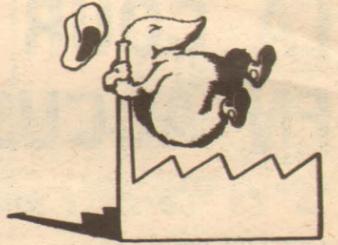
Des revendications claires

Les revendications sont claires : 150 F. pour tous dont 5 % au titre du rattrapage et 3 % pour le deuxième trimestre. Le mouvement est impulsé par la CGT et la CFDT, avec décisions prises en assemblées générales. C'est ainsi qu'après le vote organisé par les syndicats et donnant 428 pour la continuation contre 110 pour la reprise, c'est l'AG d'hier qui a tranché.

Actuellement la direction propose quelques broutilles mais, pour les grévistes, le compte n'y est pas. De nouvelles négociations doivent se dérouler. De leur issue, dépend la suite du mouvement, à Rantigny comme ailleurs.

Correspondant

en lutte



Le personnel de la caisse primaire d'assurance maladie de Laval (Mayenne) s'était mis en grève, le vendredi 7 mai, pour faire revenir la direction sur sa décision de supprimer les congés de mai afin de régler les 30 000 dossiers en instance de paiement. Comme si les travailleurs devaient retarder leurs vacances pour suppléer au manque d'effectif ! La direction ne voulant pas céder, le personnel à l'appel de CGT-CFDT-FO s'est remis en grève mercredi et jeudi dernier.

Correspondant

Vendredi dernier la direction des Hospices de Lyon donnait un accord de principe sur des revendications locales. En ce qui concerne les 13 h, elle propose la moitié au premier juillet avec rappel à partir du 1^{er} janvier 76. L'autre moitié au 1^{er} janvier 77. Une victoire limitée serait donc possible malgré les faiblesses de la lutte, dues d'une part à la division syndicale maintenue par l'attitude de la CGT qui s'emploie notamment par tracts, à condamner violemment les expériences de grève administrative réalisées dans les principaux hôpitaux de Lyon, d'autre part au non engagement du personnel soignant dans la lutte.

Correspondant

tous les centres de la C.I.I. étaient hier en grève. A Toulouse, jusque là un peu à l'écart, une journée de grève avait été décidée pour hier. Auparavant, seuls les 45 employés du service après-vente toulousain avaient arrêté le travail. Ici et là, les ordinateurs tombent en panne, comme à l'université Paul Sabatier. Sur Vélizy et Louveciennes, le mouvement continue. Quant aux Cluses, qui avaient repris le travail jeudi dernier, ils se sont mis en grève lundi également. Une conférence de presse est prévue pour mercredi afin de faire le point.

Correspondante CII

2 000 manifestants à Pau. Après un meeting des grévistes devant l'usine de Lacq, fermée par suite d'une provocation patronale, les ouvriers de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine ont défilé dans les rues de Pau avant de se disperser devant les lieux où se déroulaient hier les négociations entre les syndicats et la direction. Les slogans concernaient la « restructuration » de la SNPA, prévue avec la bénédiction de l'Etat.

La direction menace les grévistes. Elle annonce, dans un communiqué, que lors des discussions de dimanche elle a apporté « des précisions complémentaires... sur la procédure à entreprendre en vue de prononcer des sanctions, pouvant aller jusqu'au licenciement ». Face à cela, la riposte s'impose, dans l'unité.

Les organisations syndicales CGT et CFDT du centre de recherches d'Air-liquide, à Jouy-en-Josas, signalent qu'elles ont invité le personnel à une grève d'une heure, le 10 mai, contre la dégradation des conditions de travail et la remise en cause des avantages acquis. Le personnel examine la possibilité d'actions futures.

viticulteurs

LES VENDANGES DE MARCHAIS

Marchais est venu recueillir dans le Midi, la récolte du 5 février et du 29 avril ; ces journées « régions mortes » sont pour le PC des « modèles pour l'union du peuple de France ».

Tout avait bien commencé puisque c'est le président de la Chambre de commerce de Béziers qui avait accueilli Marchais. Accompagné d'un état-major de circonstance dont Lajunie, le responsable paysan du BP, Marchais s'est entretenu avec les représentants des « catégories socio-professionnelles » comme ils disent au parti puisqu'on ne parle plus de classes.

La messe de Marchais

Le plus gros rassemblement a été celui de Montpellier qui a réuni 7 000 personnes (malgré les 15 000 annoncées dans l'Humanité).

La messe de Marchais, c'est d'abord un contre-plan, où l'on parle bien peu des luttes, pour élaborer des propositions sérieuses et responsables.

Rien de nouveau sous le soleil réformiste : la confirmation des propositions (donc sans droit de veto des producteurs) et la revendication d'un prix minimum du vin sans le limiter à une quantité donnée : un bon moyen de rallier petits et moyens producteurs, mais aussi de profiter aux plus gros producteurs.

C'est aussi la confirmation de la vocation de « bronze-cul » de la région, puisque, si, pour Sicco Mansholt (de la CEE) la région sera « la cour de récréation de l'Europe », pour Marchais le « tourisme » social est la véritable vocation régionale des HLM à bronzer le long de la côte, et l'arrière-pays servira de réserve.

La récupération culturelle régionale

« revendication politique, celle des partis politiques » chacun à sa place et le PC couvre le tout.

« Debarrassé de sa révolte politique et régionale, l'occitan comme fait de culture, ça n'est plus dangereux ! »

Bref, Marchais est venu vendanger le fruit du travail opiniâtre du PC pour l'union de toutes les « catégories socio-professionnelles ». Aux travailleurs, il n'a apporté aucune réponse, aucune perspective de lutte, il n'a rien dit de l'action directe des viticulteurs. Voyage surtout à vocation interne, dans la ligne du XXII^e Congrès : on attendait 1 000 adhésions de la « promotion Marchais » il y en eut 196 au meeting. Il reste maintenant à parler des choses sérieuses, des luttes.

Si le PC ne parle pas des occitans, on parle occitan, surprenant les fidèles par un « volem viure al país » avec un bon accent parisien, rappelant les voyages de De Gaulle. La revendication occitane est ramenée par le parti à une « vie culturelle intense et diversifiée ». L'Occ fait partie du « patrimoine culturel national ». Si c'est de la culture, c'est bon, mais surtout pas de la politique, ça, c'est le programme commun. Verdier, secrétaire de l'Hérault du PC disait clairement : « Nous sommes favorables à tous les mouvements d'expression culturelle occitane ». Mais, « nous pensons en même temps qu'il ne peut exister de mouvement politique occitan » puisque « la revendication agricole, c'est celle des organisations professionnelles » (on se méfie des Comités d'Action Viticoles)

Pour des produits viticoles aux couleurs de la France!



8 MOIS DE PRISON FERME POUR UNE GIFFLE !

Le 5 avril, Jacques Villiers gifle le président de la Commission départementale de remembrement, qui le somme de quitter la commission pourtant publique. Il est emprisonné sur le champ et le 5 mai est condamné à 8 mois de prison ferme !

Voilà 10 ans qu'il se bat contre les injustices du remembrement dans sa commune d'Aiguillon, en Lot-et-Garonne. Ce remembrement avait alors fait 120 insatisfaits sur 160. Depuis 10 ans, il se bat sans succès, bien que les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat se soient plusieurs fois prononcés en sa faveur.

La justice de classe est toujours bien lente avec les travailleurs. Mais elle devient tout à fait expéditive quand un paysan excédé, par tant de lenteur, la met en cause.

Jacques Villiers fait appel. Un comité de soutien s'est constitué. Il faut se battre contre la justice de classe et pour la libération immédiate de notre camarade Paysan-travailleur.

CITROËN-RENNES

LA CFT, LA MAIN DANS LE SAC

- la CFT attaque la CGT en diffamation
- la CGT riposte en préparant le procès de ses méthodes policières
- Une trentaine de témoins cités par la défense

La CFT a beau avoir un petit faible pour les « opérations coup de poing », les élections « sur mesure » et les subsides patronaux, elle n'en tient pas moins farouchement à sa réputation.

Jeudi, à Rennes, l'Union départementale CGT passera devant le Tribunal. Motif : les sbires de la CFT Citroën s'estiment diffamés par un article de « Notre lutte », journal du syndicat CGT des métaux de l'île-et-vilaine, destiné aux travailleurs de chez Citroën. Que disait cet article ? « La CFT est financée en grande partie par le patronat, elle défend les intérêts des patrons et elle utilise des méthodes plus proches de celles des gangsters que de celles du syndicalisme ».

Que cherche donc la CFT, en traînant devant la justice bourgeoise des militants ouvriers qui n'ont fait que décrire une réalité que tout le monde connaît dans le mouvement syndical, et dont la grande presse a cent fois fait état ? Sans doute veut-elle redorer quelque peu son blason : condamnée à juste titre par la masse des travailleurs rennais comme un groupuscule pseudo-syndical, elle cherche à se donner un label de syndicat responsable et représentatif.

Les faits sont pourtant têtus.

Des élections très spéciales.

A Citroën-Rennes, le truquage des élections professionnelles est élevé à la hauteur d'un art. Les témoignages ne manquent pas pour le prouver. Dans une brochure

publiée en 1974, l'UD-CGT en donne toute une série.

Dans l'usine : 37 bureaux de vote, tous composés d'hommes désignés par la direction. La CGT, elle, ne peut désigner que quatre délégués pour le contrôle. Fait significatif : dans les bureaux contrôlés par la CGT, on ne vote qu'à 25%. L'explication : on ne peut voter que si l'on y est invité par le contremaître ou l'agent de secteur ! Voter sans y être autorisé, c'est se faire repérer...

Les méthodes sont les plus variées : un ouvrier de l'usine raconte comment, lorsqu'il s'est présenté au bureau de vote, un agent de maîtrise était « négligemment » assis sur les bulletins CGT et CFDT. Pour les prendre, il fallait lui demander de se déplacer...

Après les élections de 1972, un travailleur témoignait dans une lettre à la CGT : « Les urnes du bas des Presses et celles de l'Ebarbage ont



Meeting de la CFT à Paris, le 9 avril 76. Côté cour, cravates et respectabilité. Côté jardin, matraques et manches de pioche.

été vidées de leur contenu dans des boîtes en carton. Cela leur a permis de retirer le nombre de bulletins CGT et CFDT qu'ils ont voulu, et ils ont remis les urnes en place comme s'il ne s'était rien passé.»

Jusqu'à l'écoeurement

Citroën, c'est aussi le climat de peur, de répression, de méfiance, de délation organisées. Interdit de parler, surtout avec un délégué. Interdit de prendre des tracts : à chaque diffusion, une demi-douzaine d'hommes de la direction sont là pour prendre les noms de ceux qui osent. Pour ne pas en oublier, il arrive même qu'ils les enregistrent au magnétophone, ou que les réfractaires soient pris en photo au télé-objectif.

Toute personne qui est supposée avoir un esprit revendicatif, ou plus simplement qui n'accepte pas tout sans discuter, est reprise en main : poste dur, surveillance, brimades, pendant des mois. Jusqu'à l'écoeurement et au départ de

l'usine.

Un travailleur de la Janais par exemple refuse de démissionner. Les séances se succèdent dans le bureau de l'agent de secteur. Il refuse toujours de signer sa démission. On le change d'équipe. Comme sa femme travaille dans l'usine, il se retrouve de nuit, alors qu'elle est de jour. Impossible de se voir. Il résiste encore. On le place alors à un poste de travail très dur. Il finit par craquer physiquement et moralement. Comme il ne fait plus son rendement, il est licencié pour faute professionnelle.

Aux élections de novembre 1975, sur quatorze candidats CGT aux élections professionnelles, quatre ont été contraints de démissionner, un a été licencié. Depuis le mois de janvier 1976, plusieurs militants CGT ont eu à différentes reprises les pneus de leur véhicule crevés ou lacérés, les roues dévissées, du sucre dans le réservoir... Les journées de mise à pied pleuvent (une dizaine depuis le début de l'année) pour les motifs les plus futiles.

On pourrait multiplier les exem-

ples. Ces faits suffisent amplement à démontrer que les méthodes de la CFT ressemblent étrangement à celles des groupes fascistes.

Ce procès de Rennes doit se retourner contre ses auteurs et démasquer la véritable nature de la CFT. La CGT, qui veut relancer la campagne menée depuis plusieurs mois contre les milices patronales, entend donner à ce procès une ampleur nationale. Ainsi, doivent témoigner à la barre une série impressionnante de témoins directs des pratiques anti-ouvrières de la CFT : il y aura bien sûr les délégués de l'entreprise et des travailleurs ayant aujourd'hui quitté l'usine. Marcel Caille, secrétaire confédéral assistera au procès. Il y aura des militants CGT d'autres usines Citroën et de Simca. En tout, une trentaine de témoins seraient prévus, parmi lesquels Michaut, qui a quitté avec armes et bagages la CFT, il y a trois ans, et dont les révélations sur les méthodes policières de la CFT, ont porté un rude coup à l'image de marque qu'elle cherchait à se donner.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Communiqué

La presse fait état, ces derniers jours, de négociations et d'accords signés entre des comités de résidents et la Sonacotra. Il est exact que quatre foyers, dont deux en province, ont cru bon signer un accord partiel. Le Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève rappelle que l'ensemble des résidents des foyers en grève le considèrent comme le seul représentant des foyers en lutte. Il rappelle la demande de négociations qu'il a faite à la Sonacotra le 27 mars 76. La Sonacotra, en réponse à cette demande, a fait expulser de France 18 délégués et veut faire partir des foyers en grève tous les délégués. Ainsi, 190 notifications par huissier ont été envoyées à ces délégués, leur demandant de quitter leur chambre sous 8 jours.

C'est dans ce contexte que la Sonacotra cherche à diviser notre mouvement en négociant foyer par foyer, avec l'aide de certaines organisations comme l'AAE, la CGT (en tous cas en Seine St Denis) et le PCF.

Comment peut-on parler de victoire obtenue par les résidents quand, après avoir expulsé des délégués, on obtient par des pressions inadmissibles la signature d'un protocole d'accord qui n'accorde aucune de nos revendications fondamentales et qui est rejeté par l'ensemble des foyers en lutte ?

Tant qu'il n'y aura pas de négociations avec le Comité de Coordination, seul représentant des foyers Sonacotra en lutte, aucune véritable solution durable ne pourra être trouvée. L'ensemble des résidents des foyers, des délégués et de leur Comité de Coordination sont prêts à continuer et à étendre leur lutte jusqu'au retour de leurs camarades expulsés, jusqu'à de nouvelles négociations et la satisfaction de leurs revendications.

Par ailleurs, le journal *Le Monde* (du 13.5.76) fait état de liens entre le Comité de Coordination et le MTA (Mouvement des Travailleurs arabes). Le Comité de Coordination rappelle qu'il est composé uniquement de délégués élus représentant les résidents de leurs foyers, et qu'il n'a rien à voir avec une quelconque organisation politique. Aucune organisation, quelle qu'elle soit ne peut diriger notre lutte. De plus, notre lutte est menée par 16 nationalités différentes. Comment serions-nous « proches du MTA » qui se réfère seulement aux travailleurs arabes !

Nous souhaitons le soutien des travailleurs et des organisations sur la base de la plateforme revendicative définie par les résidents, à condition que personne ne s'ingère dans la conduite de notre lutte qui est et reste toujours sous la direction des résidents et de leurs délégués réunis dans leur Comité de Coordination.

Le 14 mai 76
Comité de Coordination des
foyers Sonacotra en grève
56, rue de la Fontaine au Roi
75011 - PARIS

UNE SALE BOITE

Citroën s'est implanté à Rennes en 1960. Elle a bénéficié de toutes les facilités pour s'implanter : un terrain à bas prix, et une série de primes (en particulier pour chaque création d'emploi). L'usine est divisée en deux : La Janais, et La Barre-Thomas. Elle regroupe environ 12 000 travailleurs, dont 9 000 OS. Ses productions principales : la G.S., la Dyane, et l'Ami 8.

Ceux qui y travaillent, viennent souvent de très loin : non seulement d'Ille-et-Vilaine, mais aussi des départements limitrophes (Côtes-du-Nord, Morbihan, Loire Atlantique, Manche). Cela se traduit pour eux par de longues heures de transport. La majorité est d'origine paysanne, et certains d'entre eux continuent à exploiter leur ferme. Il s'agit donc essentiellement d'un prolétariat sans tradition d'organisation et de lutte.

Les salaires les plus bas

Le niveau des salaires est le plus bas de toute l'industrie automobile. Il est inférieur de 500 F par rapport à Renault-Le Mans. C'est la seule usine n'ayant pas de véritable grille des salaires. Les avantages sociaux sont quasiment inexistantes. En 1974, le Comité d'entreprise avait une subvention

de 200.000 F, alors que le C.F. de Renault Le Mans (usine de même importance) en a une de 450.000 F.

Depuis la crise de l'automobile, la direction a renforcé l'exploitation des travailleurs : d'un côté c'est le chômage technique et les licenciements ; de l'autre, c'est l'augmentation des cadences. Depuis plusieurs mois, elle embauche sous contrats renouvelables de mois en mois. Elle a recours aux travailleurs immigrés, lesquels sont sous contrôle étroit de la direction (ils sont logés dans des foyers d'hébergement Citroën) et de la CFT.

Main basse sur les travailleurs

En 1965, seules la CGT et la CFDT étaient présentes dans l'entreprise et recueillaient la totalité des suffrages exprimés lors des votes pour les élections professionnelles. A partir de 1966, la CFT s'est implantée en utilisant les méthodes que l'on connaît et a fait main basse sur les travailleurs. Aujourd'hui, bien que la CFDT présente quelques candidats aux élections, seule la CGT développe une véritable activité dans des conditions évidemment très difficiles (une section

syndicale FO existe depuis un an, mais son origine est plus que douteuse).

Citroën est un verrou pour l'essor des luttes ouvrières au niveau de la branche professionnelle, du département et aussi de la région Bretagne, car c'est la plus grosse entreprise implantée en Bretagne. Malgré la répression féroce dont ils sont victimes, les travailleurs luttent dans l'entreprise. Il s'agit parfois de révoltes spontanées, telles que le sabotage de la production, notamment à l'occasion d'accidents du travail mortels.

La lutte des ouvrières de la Barre-Thomas

Mais l'année dernière, au mois de mai, des ouvrières ont fait reculer la direction : dans un atelier à la Barre-Thomas, il fait chaud, trop chaud. Cela devient insupportable. Des ouvrières discutent entre elles. Elles décident de ralentir les cadences, de ne pas faire de boni. Le mouvement dure tout l'après-midi. Du côté de la direction, c'est l'affolement. Il ne faut surtout pas que cela se sache et surtout se poursuive. Dès le lendemain, des ouvertures sont pratiquées dans l'atelier. Elles ont gagné.

LES DOSSIERS NOIRS DU RACISME DANS LE MIDI DE LA FRANCE

Un livre explosif

Perquisition au centre d'hébergement d'Arène, sur le port autonome de Marseille. C'est Monsieur Elie Loques, doyen des juges d'instruction qui mène les opérations. Un impressionnant quadrillage policier interdit sans y parvenir complètement l'accès du port aux journalistes et aux curieux. Cette fédération de Marseille est comme en état de siège. Dérisoirement, l'enquête sur ce qu'un peu partout déjà on appelle la prison clandestine d'Arène cherche encore à s'entourer de silence.

Monsieur le doyen des juges commence l'investigation des locaux. Appuyé sur sa canne, il monte l'escalier métallique qui mène à l'étage supérieur du hangar. Avant d'y arriver, il croise une femme algérienne et son fils de 6 ans. Elle est accompagnée par un flic. Une hébergeuse. A l'étage, le magistrat s'arrête, reprend son souffle, regarde de droite et de gauche, semble hésiter. Les officiels présents s'apprêtent à lui communiquer le renseignement dont visiblement il a besoin. Mais Monsieur Elie Loques ne leur pose pas la moindre question. Il fouille dans sa poche, en extrait un papier plié : le plan des locaux de la prison d'Arène. Le plan tel que certains journalistes, après enquête, ont pu l'établir et le publier. Pas le plan officiel.

Mais, après avoir consulté la coupure de presse, sans adresser la parole à l'un quelconque des officiers de police présents, Monsieur Elie Loques continue son investigation.

Le raccourci est saisissant. Comment pourrait mieux s'exprimer la défiance d'un magistrat face à une police compromise jusqu'aux yeux dans l'affaire que précisément il est chargé d'instruire ?

Dans l'affaire d'Arène, du côté de cette police où s'accumulent mensonges et esquives, l'exemple est venu très tôt

de haut. Poniatowski : « C'est très simple. Il n'y a rien à cacher. Arène est un centre d'hébergement provisoire où sont accueillies les personnes étrangères qui font l'objet d'un refoulement ». Très simple, en effet. Un centre d'hébergement qui existe depuis 10 ans, où des hébergés par milliers se sont succédés, gardés par des hommes en armes. Des hébergés qui bien sûr ne sont entrés ou sortis d'Arène que dans des fourgons cellulaires.

Au nom de quel droit la police peut-elle détenir une personne plus de 24 heures sans l'autorisation du procureur de la République, plus de 48 heures sans l'avis préalable à un juge d'instruction ?

A ces questions, simples, le premier flic de France n'a pas répondu à l'époque. Il n'y répondra jamais. Alors, faire confiance aux sous-fifres qui depuis des années organisent les ignobles pratiques qui règnent à Arène, serait faire preuve de légèreté. Telle n'était pas l'humeur du juge Loques ce jour-là : plutôt que de puiser son information dans les rapports de police, il a préféré consulter les articles de MEX Panzani dans *La Marseillaise*, ceux d'Alain Dugrand dans *Libé*.

A. Panzani, A. Dugrand, J. Dissler et F.N. Bernardi ont largement contribué à faire connaître le scandale d'Arène. Contre la police et contre ceux qu'elle protège. Ils en tirent le bilan une fois de plus dans leur bouquin *Les dossiers noirs du racisme dans le midi de la France*.

L'affaire de la prison d'Arène n'est en effet qu'un dossier parmi tant d'autres. Du meurtre de Lounes Ladj à l'attentat contre le consulat algérien, en passant par les douze assassinats d'Algériens qui ont jalonné le seul été 73, la liste est longue des affaires qu'ils reprennent.



Epais dossier vraiment. Il aurait sans doute pu l'être plus encore. Les quatre auteurs décrivent plus qu'ils ne dénoncent. Leur bouquin en prend une réelle force démonstrative. Le racisme, ils nous le montrent éclatant, frappant, au terme d'une discussion un peu exaltée dans un club sportif, dans une amicale d'anciens, dans un quartier de rapatriés (de repliés comme ils disent d'eux-mêmes), dans un bistrot du port, partout.

Des fascistes de haut vol sont derrière, souvent, des bandes du pouvoir aussi. Pas toujours. Toutes les complaisances, toutes les compréhensions policières sont assurées. Anecdote, pour saisir le climat : c'est un spécialiste de la lutte anti-FLN, pied noir d'origine, policier de choc célèbre (en certains milieux du moins) pour avoir abattu deux détenus à la prison d'Aix en Provence, qui mène l'enquête après l'explosion du consulat algérien. Sa première cible : le Mouvement des

Travailleurs arabes. Deuxième anecdote : quand cet homme là, presque malgré lui, est forcé de mettre la main sur des activistes rapatriés, il est stupéfait de la rapidité avec laquelle on les remet en liberté, sans les inquiéter le moins du monde. Alors...

Les dossiers noirs du racisme sont pleins de cette poussière d'humanité, manipulée, aigrie, prête à passer, si l'occasion s'en présente, si l'objectif est indiqué, du ressentiment à la haine, de la haine au meurtre. Banale. Entre la partie de rami devant l'anisette et le graissage du fusil de chasse, Justiciers de zinc, ratonneurs des soirs d'euphorie, nervis d'occasion : c'est la clientèle possible d'un fascisme qui grouille de page en page.

J.F.V.

Les dossiers noirs du racisme dans le midi de la France, par F.N. Bernardi, A. Dugrand, J. Dissler, A. Panzani. Collection Combats-Seuil.

l'homme des casernes

LIBÉRATION DES TROIS INSOUMIS !

Dominique Bonnot, insoumis, arrêté le 1^{er} Mai à la frontière belge, a été réformé et libéré le 6 mai après avoir observé une grève de la faim à la Citadelle, puis à l'hôpital militaire de Lille.

Michel Pascal et Gérard Haw, insoumis, arrêtés le 5 mai à l'entrée

du Tribunal Permanent des Forces Armées (TPFA) de Lille, ont été réformés et libérés le 13 mai après une grève de la faim observée à l'infirmerie de la Citadelle.

Tous les trois sont membres du groupe lillois d'Insoumission Collective Internationale (ICI) et ont été réformés pour motif « psychiatrique ».

7^e RC D'ARRAS : 4 MORTS EN 4 MOIS

Quatre morts en 4 mois au 7^e régiment de chasseurs d'Arras, ça fait beaucoup. C'est ce que pensent et disent les camarades du comité de soldats dans leur dernier tract, diffusé à l'occasion des dernières journées portes ouvertes. Jean Louis Mequignone est mort de maladie : on l'a fait patienter quatre jours à l'infirmerie alors qu'il avait une crise d'appendicite aiguë. Les causes de la mort de Serge Gouville sont encore largement mystérieuses. Lui aussi a dû attendre longtemps à l'infirmerie avant qu'on ne le soigne. Jean Louis Baume est mort, lui, écrasé par un AML. Jean Louis n'avait ni le grade, ni surtout la formation lui permettant d'occuper la place qu'il avait ce jour là. Et les pneus du véhicule étaient lisses. Olivier Hequet s'est suicidé. L'armée refusait de résilier son contrat d'engagement et il avait, tout le monde le savait, de gros problèmes personnels. La farce des « portes ouvertes » ne peut faire oublier ces morts en série aux camarades d'Arras, ils ne se satisfont pas des explications données par la hiérarchie. Leur comité appelle à la vigilance et à la lutte contre cette armée qui brime et qui tue.

BERNARD MOREAU AU TPFA AUJOURD'HUI

Bernard Moreau, insoumis, comparait cet après-midi, à 13 H, au TPFA de la caserne de Reuilly. Il risque la bagatelle de deux ans fermes.

POUR SOUTENIR ROLAND AGRET

En préparation des 6 Heures pour Roland Agret qui se dérouleront le 22 mai, le comité de soutien parisien se réunit ce soir à 20 h 30, à la Maison Ouverte, 17 rue Hoche à Montreuil. Tous ceux qui veulent soutenir la lutte de Roland y sont conviés.

justice

LES PIEGES DE LA « MISE A L'ÉPREUVE »

La lettre de Jean Lapeyrie que nous publions ci-dessous est un violent réquisitoire contre ceux qui sont chargés de contrôler ce qu'on appelle la « mise à l'épreuve ». Pour Lapeyrie, il n'y a pas de bon ou de mauvais juges d'application des peines, pas de bons ou de mauvais éducateurs. Il n'y a que des agents répressifs plus ou moins habiles à accomplir leurs sales besognes.

« Educateurs flics » ? Le verdict est sévère. Mais Lapeyrie n'est pas le seul à le prononcer. Les éducateurs eux-mêmes l'ont souvent

La justice ne fait

jamais de cadeaux.

Ceux qui fréquentent les salles d'audiences, entendent de plus en plus les avocats demander le sursis avec mise à l'épreuve. On a tendance à s'en féliciter, car cela évite la prison dans l'immédiat. En réalité,

d'une part ce n'est pas toujours vrai, et d'autre part, obtenir une mise à l'épreuve, c'est se placer entre les mains des flics qui sont juges d'application des peines, aidés par des éducateurs qui sont, soit des flics eux aussi, soit totalement impuissants devant la volonté du juge d'application des peines (JAP).

Il y a deux ans, après avoir fait 6 mois de détention préventive, je comparais devant le Tribunal Correctionnel pour faux, usage de faux et infraction à la législation sur les chèques. N'ayant jamais été condamné à cette époque, la peine habituelle dans ce genre d'affaire est de 6 à 8 mois de prison ferme, et remboursement des victimes avec dommages et intérêts si comme dans mon cas elles se sont constituées parties civiles (il s'agissait de grands magasins). Mais comme je m'étais défendu politiquement avec le CAP, le Tribunal m'a infligé 13 mois de prison avec sursis et 4 ans de mise à l'épreuve (...). Le tribunal, sachant bien, lui, que la mise à l'épreuve est une machine destinée à briser les individus pour les faire rentrer de force dans le moule

social bourgeois. Donc, sous menace de 7 mois de prison, je devais avoir un domicile bien déterminé et toujours ouvert aux visites des éducateurs de l'application des peines, répondre à toutes des convocations du JAP ou des éducateurs, ne pas m'éloigner de Paris sans prévenir le JAP, avoir un travail régulier et sérieux, et rembourser mes victimes. Il y a longtemps que ces victimes m'ont oublié. Les grands magasins préférèrent s'occuper de leur super-bénéfices et voler leurs clients. Mais le JAP et son équipe sont là qui veillent !!! pour lui, c'est une question de morale : des victimes doivent être remboursées, et ne lui parlez pas de la personnalité des victimes comparée à votre situation, il ne veut rien savoir. « Remboursez vos victimes ou faites 7 mois de prison » (...)

Voici donc ce qu'est exactement cette mise à l'épreuve qui paraît éviter de la prison, mais qui se sert de la prison comme d'un bâton pour maintenir des individus encore plus en esclavage en leur otant toute possibilité d'organiser leur vie comme ils l'entendent (...).

Par la volonté du JAP, j'ai donc 7 mois de prison à effectuer, je préfère cela à 2 ans d'esclavage sous le contrôle du JAP et de ses sbires ! Et dans 7 mois, plus personne ne m'obligera rembourser les grands magasins, plus personne ne pourra m'obliger à travailler, je pourrai coucher sous les ponts si le cœur m'en dit ! Je serai un peu plus libre !

Le travail rééducatif du JAP sur ma personne sera terminé, il peut être fier de lui. J'aurais presque envie de le remercier de m'avoir fait comprendre tout cela, mais je n'ai que du mépris pour ceux qui acceptent d'être des flics déguisés en braves types pour mieux frapper ceux qui n'acceptent pas leur morale du plus fort. Oui, vraiment, un flic en uniforme, un président de Tribunal, un procureur, un juge d'instruction, c'est plus franc que tous ces JAP et leurs éducateurs ! Eux au moins ils montrent la répression à visage découvert. (...).

Jean Lapeyrie
53 159 D4 G4 31
Prison de Fleury-Mérogis
de par la volonté du JAP de
Nanterre Monsieur Franes-Magre.

L'ASOCIAL

bulletin des militants travailleurs sociaux de la ligue communiste révolutionnaire de paris 13^e



Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

femmes

Un livre de Sheila Rowbotham,

« Conscience des femmes, monde de l'homme »

Le livre de Sheila Rowbotham « Conscience des femmes, monde de l'homme » vient d'être publié en France. On se souvient que dans un premier livre, paru il y a trois ans, « Féminisme et révolution », l'auteur examinait l'histoire des femmes et de leurs luttes depuis les revendications des servantes de l'ancien régime jusqu'à la guerre d'Algérie et la révolution cubaine. Histoire en miettes, rythmée par les fluctuations des luttes de classes ; les montées révolutionnaires stimulent des flambées de luttes féminines, féministes parfois, flambées vites éteintes par l'action conjuguée des forces réactionnaires et de l'intériorisation de l'idéologie dominante dans le mouvement révolutionnaire.

sexes dans l'histoire, comment se situe-t-il par rapport à la lutte des classes ? Si la classe révolutionnaire, la classe ouvrière, n'est pas-en soi, et seule, porteuse de la libération des femmes et donc de celle de l'humanité, quel est le rôle autonome de la lutte des femmes dans ce combat ? Qu'est-ce enfin que cette conscience féministe qui ne se confond pas avec la conscience de classe, même si elle la recouvre en partie, et qui naît aujourd'hui ?

Les femmes de la classe ouvrière

Un livre débat, où la conclusion de l'auteur qui est aussi la nôtre pourrait tenir en cette phrase : « la condition des femmes de la classe ouvrière est celle qui contient en germe la subversion la plus profonde contre le capitalisme parce qu'elle se trouve au carrefour de toutes les oppressions : oppression dans la production et la reproduction, exploitation de classe et oppression sexuelle ».

F Vinteuil

QU'EST-CE ENFIN QUE CETTE CONSCIENCE FEMINISTE... ?

Son nouveau livre n'est en réalité que la deuxième partie du premier que les impératifs de l'édition ont transformé en ouvrage indépendant. Plus que de l'histoire des femmes, il s'agit d'une réflexion sur leur condition actuelle dans le système capitaliste. S. Rowbotham se situe à l'intérieur du marxisme dont elle énonce les limites. Limites d'un discours théorique, militant qui met les femmes entre parenthèses, qui fait « comme si » l'humanité était mâle et, avec elle, les classes sociales. « Le concept d'humanité est un concept qui nous exclut. De même que nous excluons les contre-valeurs élaborées par les hommes que l'on trouve dans le mot humanité ou dans l'idée de virilité et comme l'idée de solidarité exprimée dans le mot fraternité. Il ne reste aux femmes que cette dignité

neutre que les hommes attribuent aux femmes qu'ils appellent des femmes bien ». (page 16).

Les vraies questions

S. Rowbotham pose les vraies questions sans toujours y répondre — mais c'est un travail collectif qui doit le faire —. Vraies questions qui découlent de l'existence du mouvement de femmes aujourd'hui : quel rôle joue l'antagonisme entre les

« J'ai voulu comprendre les rapports entre l'exploitation sociale et les rapports dit privés ».

Interview de Sheila Rowbotham : Quel a été ton projet en écrivant ce livre ?

S. R. : lorsque le mouvement de femmes a commencé, il n'y avait pas d'histoire de l'oppression de sexe. Personne ne traitait du problème du travail ménager. Après avoir lu Kollontai et Simone de Beauvoir, j'ai ressenti la nécessité d'analyser plus profondément la situation des femmes dans le capitalisme. Le problème essentiel que je me suis attachée à traiter est la manière dont l'oppression est intériorisée par les femmes. Comme marxiste, j'ai voulu comprendre les conditions matérielles spécifiques aux femmes et les rapports entre l'exploitation sociale et les problèmes dits privés.

Peux-tu parler brièvement du mouvement de femmes en GB. ?

S. R. : politiquement il y a trois tendances. Les féministes radicales pensent que l'homme est l'ennemi principal ; les féministes traditionnelles se préoccupent surtout de réformes législatives. Il y a le

courant socialiste ou se retrouvent les femmes marxistes et auquel participent les femmes du PC anglais, qui est traversé par ces questions et les femmes des organisations d'extrême-gauche. Socialement les femmes appartiennent en majorité à la classe moyenne ; mais des ouvrières ont participé à campagne sur l'avortement et beaucoup viennent dans les centres de femmes.

Comment fonctionnent les centres ?

S. R. : ce sont des centres d'accueil pour les femmes battues ou violées : il ne s'agit pas de faire la charité mais de donner aux femmes les moyens de prendre leur vie en main. Mais il y a aussi d'autres activités : réunions de groupes, discussions, organisation d'une crèche et d'un contrôle médical, groupe de cinéma et de littérature, etc. Moi-même, je donne des cours dans un centre sur les luttes sociales de 1850 à 1900. Les centres sont le lieu essentiel de regroupement et de centralisation du mouvement des femmes.



**critique
communiste**

Abonnement 10 numéros :
60 F.

Antoine Arthous, Daniel Bensaïd
« Que faire ? » (1903) et la création de la Ligue Communiste (1969)
Henri Weber
Stalinisme et métaphysique
Pierre Rousset
Stalinisme, centrisme et « communismes nationaux ».
Denise Avenas, Jean Nicolas
La perversion, l'amour et la révolution
Denis Berger
Cours, militant, le surréalisme est derrière toi !...
Alain Joxe
La crise de l'armée française et les révolutionnaires
Hector Léans
Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction

10, Impasse Guéméné, 75 004 Paris

école

La réforme reste en place

Et une nouvelle circulaire d'application voit le jour

Il paraît qu'une nouvelle circulaire « Quermonne », du nom de son auteur, d'application de la réforme du second cycle va bientôt voir le jour. Elle sera soumise le 20 mai à la conférence des Présidents d'Université. Elle serait essentiellement consacrée aux « filières traditionnelles » qui pourraient être conservées par les universités qui le voudraient. Pas un mot n'est dit semblé-t-il, de l'ensemble des autres dispositions de la réforme, toujours maintenues comme l'a répété à satiété Saunier-Seïté.

Dans les facultés, la situation reste inégale, diversifiée, la bataille des examens étant plus ou moins couronnée de succès en fonction des rapports de force locaux. Une des facultés de Rennes a proposé la tenue d'une nouvelle coordination nationale étudiante les 19 et 20 mai. Dans l'état actuel de la mobilisation, cela ne semble pas la voie à suivre. De quoi débattrait-elle ? Des examens ? Or sur cette question, un cadre général, mais précis dans les revendications essentielles, a été fixé lors de la coordination

de Lyon. Il ne semble pas que l'on puisse aller plus loin. C'est localement, dans les coordinations régionales, dans le maintien de la lutte dans chaque fac pour imposer qu'il n'y ait pas pénalisation pour fait de grève, que l'on peut avancer.

La question essentielle, pour l'avenir de la lutte contre la réforme, est bien plutôt de conserver les acquis de la grève par la construction, la stabilisation de comités unitaires, permanents, jetant les bases d'une lutte durable contre l'Université de classe. En ce sens, surtout en raison des inégalités de la mobilisation et de la grève, une nouvelle coordination risquerait de favoriser les manipulations, les fausses représentativités, et de dénaturer l'image des coordinations nationales dont le principe de départ est d'être l'émanation d'une grève large, massive et très nettement majoritaire. Cette image est même la condition de leur déroulement démocratique. Ce qui leur a permis de parler au nom de l'ensemble du mouvement.

faites chauffer l'école

● Répression après le refus d'une inspection-sanction : Claude Ligny, enseignant au CES Albert Camus à Vierzon, passera devant un conseil de discipline, le 19 mai prochain, au rectorat d'Orléans. Motif : son refus d'une inspection-sanction, à l'époque où Papinsky venait d'interrompre sa grève de la faim, qui avait été demandée par l'administration sous pression de plaintes calomnieuses selon le SNES de l'établissement, de certains parents d'élèves. En effet, Ligny, militant révolutionnaire, a toujours essayé de mettre sa pratique enseignante en accord avec ses idées, refusant notamment le rôle de sélection brutale des mathématiques qu'il enseigne, et menant une activité syndicale régulière au sein du SGEN-CFDT. Mais cela déplait depuis longtemps à la fraction PC qui dirige l'association Cornec. Elle n'a donc pas hésité à s'allier à la fédération réactionnaire Lagarde pour organiser une cabale contre Ligny. D'où l'inspection, d'ou une pétition rédigée après le refus de Ligny, envoyée directement au rectorat sans qu'il en ait eu connaissance. Le SNES et le SGEN de l'établissement soutiennent l'enseignant réprimé.

Pétitions aux instituteurs qui obligeront sans doute la direction départementale du SNI à prendre position. Les grévistes ont également organisé une fête le 12 mai à l'EN occupée, et ont

● Normaliens de Lyon : le comité de grève des normaliens et titulaires remplaçants du Rhône sont en grève depuis le 6 mai. Ils exigent « un poste fixe correspondant à leur formation ». Des AG quotidiennes et souveraines regroupant syndiqués et non-syndiqués reconduisent la grève et un comité de grève est en place. Ils ont occupé le 10 mai l'inspection académique, retenant pendant deux heures l'inspecteur adjoint dans son bureau occupé. Il a continué à refuser toute discussion sur les revendications, même celle du paiement des journées de grève. Pour étendre le mouvement aux autres écoles normales et réaliser l'unité avec les autres enseignants du primaire, ils s'attachent à populariser leur grève, tenu un stand à la fête de PH à Lyon. Le comité de grève déclare : « Nous gagnerons en élargissant notre mouvement aux autres catégories qui luttent aussi pour de meilleures conditions de travail et d'emploi ».

● Le SO de la CGT contre des lycéens : G.J. un lecteur de Marseille nous écrit pour nous signaler des incidents survenus lors du 1^{er} Mai à Martigues : « le service d'ordre de l'UNCAL et de la CGT ont établi un cordon pour séparer les lycéens qui défilaient sous la bannière du comité de grève. Des cégétistes s'en sont pris directement aux porteurs de la bannière, de courtes altercations s'en sont suivies ».

● Pour des coordinations régionales d'IUT : le comité de grève de l'IUT de Belfort, considérant qu'à la coordination de Lyon « les revendications des IUT ne sont pas tellement apparues », demande à tous les IUT de France « d'organiser dans un premier temps une coordination des IUT par région, afin de discuter des revendications propres aux IUT et des formes d'action sur la base de la motion de Lyon ». Il propose de les organiser le plus rapidement. Il espère « que se tiendra par la suite une coordination nationale avec des délégués mandatés par les coordinations régionales ».

● Villetaneuse en grève : AG de 800 personnes hier qui a reconduit la grève pour une semaine et condamné les manœuvres de l'UNEF et du président, membre du PCF, ayant annoncé à la presse il y a quelques jours que la grève était terminée.

● Examens à Tolbiac : Il y a des partiels toute cette semaine dans ce centre parisien toujours en grève. Ils n'auront, semble-t-il, pas beaucoup de succès. Le premier d'entre eux, hier, en droit constitutionnel qui, comme tous les suivants, couvre tout le programme de l'année a été boycotté et l'amphi s'est transformé en AG avec 500 personnes. Les étudiants demandent qu'il ne soit tenu compte que du programme d'avant la grève et qu'il n'y ait aucune pénalisation pour fait de grève.

● Médecine : Coordination des CHU parisiens ce soir à 18 h 30 à Pitié. Objet : les perspectives.

Demain

Dans notre édition du 19 mai, puis celle du 20 mai, nous ferons un « retour sur trois mois de grève étudiante ». Quels enseignements en tirer, quel révélateur est-ce, qu'en faire maintenant ?

Vu à Paris

Où les femmes gardent la maîtrise du terrain...

La scène se situe dans l'un des derniers quartiers populaires de Paris, où l'on rencontre des travailleurs immigrés, contrôlé et quadrillé en permanence.

Dix dames nord-africaines s'installent à la terrasse d'un bistrot un petit café dans le soleil matinal en discutant.

Après une heure ou deux, le garçon exige qu'elles renouvellent leurs consommations. Refus général, bien compréhensible : dans ce quartier en rénovation où se multiplient les chantiers de démolition, les HLM austères et les tours de standing, plus une place, plus un square, plus un coin d'ombre où passer quelques heures le dimanche...

Le garçon compte bien les intimider : il profère, quelque insulte sexiste. Son plateau est renversé, rires et moqueries fusent...

Le patron râblé, petite moustache, vous voyez le genre, débarque, vert de colère. Il menace les femmes et colle plusieurs affichettes : Les consommations sont renouvellables toutes les heures.

Les femmes continuent à rire, à brocarder le patron et le garçon qui sera victorieusement repoussé à l'aide de quelques chaises. De dépit, il arrachera son nœud papillon.

Sur le trottoir, les hommes ont suivi avec sympathie les protestations des femmes, mais ils ne sont intervenus à aucun moment...

correspondant

le cri du nord

BI-MENSUEL D'INFORMATION - 8, rue Harald-Stambach - 59290 WASQUEHAL

Encore un nouveau journal?

GRÈVE DES ÉBOUEURS

Non, merci on a déjà donné...

En mai, la presse écrite se porte bien dans notre région. Vous avez vu les ventes de dimanche dernier ?

UN GROUPE ARMÉ EN UNIFORME BLEU ATTAQUE LEUR PIGET DE GREVE LE 27 AVRIL A 6 H DU MATIN !



KLAPPERSTEI 68

MENSUEL D'INFORMATION ALSACIEN

8 MAI 1976 No 52

Prix de la première semaine de chaque mois Pour tout commander : KLAPPERSTEI 68 - 68000 MULHOUSE CEDEX - TEL. 42 71 27

3F

JOYEUX KLAPPERVERSAIRE!



JOURNAL MEUSIEN DE PRESSE LIBRE

OGIVES NUCLÉAIRES EN MEUSE: LES CONSEILLERS DE BAR-LE-DUC ET VERDUN DÉMISSIONNENT!..

(Voir nos informations en page 4)

uss'm follik

BIMENSUEL • N° 87 • du 1^{er} au 15 MAI 1976 • 2,00 francs

KRUTENAU PAGE 3



Le Clampin

N° 16 février 76 1,50F

Libéré

citéH:tout va bien



la crieée griffet:

le travail reprend



N°53_3F

Line: 1000
P2: 1000
P3: 1000
P4: 1000
P5: 1000
P6: 1000
P7: 1000
P8: 1000
P9: 1000
P10: 1000

AU PAYS DE LA

Ces dernières années, s'est développée une nouvelle forme de presse, presse régionale, presse de contre-information. Par définition, il est délicat d'en parler nationalement, il y a cependant des tendances générales qui regroupent ces journaux au-dessus de leurs terroirs respectifs. Ils se sont d'ailleurs réunis il y a deux mois afin de coordonner leurs efforts et de discuter leurs expériences.

Cette presse est née après 68, de l'échec de nombreuses expériences, tantôt d'un journal de lycée, de comités « Libération » régionaux, de la volonté d'autonomismes renaissants ou de la part de militants confrontés à la difficulté de faire de la presse nationale une arme exclusive.

Même si elle ne dispose pas de quotidien, de moyens matériels importants, si elle doit se priver volontiers de publicité, la contre-presse entend affaiblir ses confrères de la bonne presse. Le lecteur de *La Criée*, dans l'affiche du journal, met en déroute l'accroché du *Méridional* ou du *Provençal*, *La Criée* a récemment édité un numéro pirate du *Méridional*. *Klapperstei 68* est composé comme un journal de la grande presse, etc.

On peut dresser une liste des grands journaux de la petite presse: *La Criée* (Marseille), *Le Clampin Libéré* (Lille), *Le Cri du Nord* (Lille), *Klapperstei 68* (Mulhouse), *Uss'm follik* (Strasbourg), *Le Goujon* (Verdun), *La Bugada* (Occitanie), *Le Petit Rouge de Touraine*, etc. Tous partent d'un constat: il y a dans chaque ville et dans chaque campagne une multitude de faits, de luttes, de scan-

dales, de créations qui sont ignorées par la population et qui sont révélatrices d'une situation locale et globale. Susciter, populariser les luttes, en particulier les luttes ouvrières qui bénéficient d'une attention particulière, d'autant plus qu'elles sont tuées par la presse pourrie locale autant que national: combien de luttes inaperçues pour un Lip exemplaire qui défraie la chronique pendant trois ans? Un autre aspect du projet de la contre-presse est de permettre l'expression de ceux qui en ont le besoin, même quand ce qu'ils veulent dire n'entre pas ou pas encore dans le cadre d'une affaire nationale.

Par exemple, Roland Agret écrit dans *La Criée* depuis plusieurs mois, *Le Téméraire* nous parle photos à l'appui de la pharmacienne de Marnay qui refuse de vendre des contraceptifs à d'autres clients que les travailleurs immigrés; *Le Goujon* dénonce les manoeuvres d'un industriel, *Le Clampin* la situation dans la cité hospitalière régionale. Dans ces deux cas, il y a procès à la clef, car ce n'est

comme l'Alsacien par exemple), à lutter contre la dégradation de l'environnement que le Plan national impose par choix à telle ou telle région, à lutter enfin contre tout ce qui représente l'Etat centralisateur.

Ces journaux sont volontiers les instruments de la lutte contre la mort d'un pays. Pour cela il leur faut dépasser les proclamations des premiers numéros. Il faut commencer par trouver un imprimeur bon marché, s'improviser journalistes en plus du temps de travail (Les permanents sont chers), être clairs, propre, diffusé et paraître à l'heure. Mais surtout pour que le projet se réalise, il faut qu'un rapport différent s'instaure entre ce journal et ses lecteurs, que tous se considèrent comme collaborateurs, qu'ils écrivent, qu'ils communiquent l'information dont ils sont les seuls détenteurs: la contre-presse régionale n'a pas de téléx... C'est pourquoi les hebdomadaires se font rares, c'est pourquoi aussi certains titres disparaissent assez vite, faute de public et de définition par

LA « BONNE PRESSE » REGIONALE

Tous les journaux de contre-information régionale se forment sur un terrain où prospère une presse locale plus ou moins pourrie, contrôlée par les notables locaux qu'ils soient U.D.R centristes radicaux ou socialistes. Certains journaux de la contre-presse choisissent un face à face, une concurrence acharnée. Dans la plupart des villes de France les titres régionaux sont plus lus que les journaux imprimés à Paris, ils façonnent l'actualité locale, accompagnent les travailleurs dans leurs entreprises, trônent dans les cafés, et font les commentaires des concierges... Ils vivent de surfaces publicitaires et le plus souvent d'un sens réactionnaire des plus développés, ou de l'apolitisme pur et simple.

Deux exemples: *Le Méridional* *La France* qui domine la presse à Marseille aiguillonne le pouvoir sur sa droite, se fait le défenseur des grandes causes (armée, ordre des médecins, jeunes...), il s'est illustré par ces propos en pleine période d'attentats racistes: « nous en avons assez, assez des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des fanfarons algériens, assez des trublions algériens, assez des tueurs algériens, assez des syphilitiques algériens... Notre gouvernement est-il stupide au point de ne pas comprendre cela? ». *La Tribune-Le progrès* de St Etienne, se vend surtout grâce aux services (décès, petites annonces, programmes qui couvrent 20% de la surface), aux sports et distractions (26% de la surface), aux faits divers et à la publicité (15%), l'actualité régionale couvre...2,9%, et bat ainsi la politique extérieure!

Un autre genre de presse régionale est celle hebdomadaire ou mensuelle, diffusée massivement et gratuitement, qui ne vit que par le support publicitaire (grandes surfaces avait tout). Un bon exemple est *La Gazette* distribuée à St Etienne à 7500 exemplaires chaque semaine dans les boîtes aux lettres. Elle est rédigée par un seul rédacteur qui passe son temps à déverser sa bile sur les vandales gauchistes et à réclamer l'accroissement des forces de police, à soutenir un maire en perte de vitesse. Journal financé on ne sait trop par qui...

Il y a encore dans la presse régionale, outre les éditions locales du *Parisien Libéré*, des titres comme *La nouvelle République du Centre-Ouest*, journal qui se veut objectif et qui expédie en trois pages quotidiennes l'actualité nationale et internationale.

C'est l'ensemble de ce réseau qui couvre la France, pas un village n'y échappe, qui touche chaque jour des millions de travailleurs et noie quotidiennement...le poison.

pas un petit risque de dénoncer, sortir les notables de leur toute puissance fondée sur le silence. Risque d'autant plus grand si l'on sait les petits moyens de journaux qui diffusent entre 500 et 10 000 exemplaires... *Beuark* à Troyes a ainsi disparu, *Le Clampin* se voit réclamer 10 000 francs de dommages et intérêts, *Le Goujon*...200 000 francs!

Mais il n'est pas question de se contenter de dénoncer des scandales ou de parler de grèves que la grande presse ignore, de n'être qu'un supplément local à la presse nationale d'extrême-gauche. Le projet est autre, c'est affirmer la spécificité locale, partir du terrain pour que les populations elles-mêmes façonnent leur journal dans leur prise de conscience. Aussi si ces journaux sont minoritaires à leur naissance, leur but est de s'élargir à la majorité de ceux qui vivent dans la région, dans la mesure où ils luttent, où ils s'expriment...Ce souci vient alors que réapparaissent publiquement plusieurs mouvements autonomistes, il amène les journaux à servir des langues « minoritaires » (mais parfois majoritaires dans les régions,

rapport aux luttes et à la région. C'est là que se situe une grande différence entre la contre-presse régionale et la presse dite « underground », celle qui se définit volontairement comme parallèle. Cette dernière qui a fleuri autour d'*actuel* était souvent nationale, coupant volontairement tout lien avec les luttes ouvrières et se situant en dehors de toute perspective d'implantation pour lancer toujours les mêmes « cris », reprendre le même ton artificiellement « libéré », jusqu'à ce que ne soit plus qu'incantations stéréotypées... Mal diffusée, irrégulière, cette presse vivote sans grand impact. Aujourd'hui certains journaux tirent les leçons du passé, cherchent à se regrouper, reprennent contact avec la politique. Sans doute la presse parallèle a-t-elle aussi une place, mais pour l'instant elle ne sait pas la prendre. Au contraire le choix de la presse régionale est d'atteindre la population d'une manière nouvelle, la gagner à une autre vision de l'actualité, celle qu'elle subit, vit et parfois fait tous les jours.

Philippe Verdon

CONTRE-PRESSE

VUE TOURISTIQUE DE LA CONTRE-PRESSE DANS L'EST

La presse de contre-information dans l'Est de la France n'est presque plus un phénomène marginal si l'on compte le nombre de titres existant. Pour éviter tout triomphalisme, il faut d'abord citer un journal disparu : « l'anti-brouillard » de Besançon. Mais pour le reste, il existe aussi bien en Alsace qu'en Lorraine une demi-douzaine de titres importants : « Klapperstei 68 » de Mulhouse, certainement le plus connu et le plus répandu puisque son numéro d'avril qui vient de paraître, est tiré à 8 000 exemplaires. Sa devise : « Le journal est le masque que l'on accroche au cou de ceux qui pour toute raison auront donné lieu à la critique. » Le masque est une vieille tradition de Mulhouse et le 68 ne rappelle pas que le numéro du département, le Haut Rhin... Écrit en grande partie par ses lecteurs, K 68, par le danger qu'il représente pour les manœuvres des notables politiques et industriels locaux a été soumis à une pluie de procès dont le plus fameux fut celui de Marcellin contre Klapperstei 68. Ces procès qui devaient couler le journal en frappant la caisse ont cependant échoué et depuis mai 72, il continue à désintoxiquer mensuellement les haut-rhinois de l'Alsace (le quotidien local) et de toute la presse pourrie.

A Strasbourg, l'Agence alsacienne d'information, agence de contre-information, a

donné naissance à un hebdomadaire *Uss'm follik* (issu du peuple). Son premier numéro a vu le jour le 10 Novembre 72 et malgré bien des tribulations, passant bimensuel, *Uss'm follik* continue à informer de toutes les luttes qu'elles soient ouvrières, politiques, écologiques ou culturelles. *Uss'm follik* comme Klapperstei laisse ses colonnes non seulement à l'information mais aussi à l'expression populaire écrite soit en alsacien soit en français. Il cherche également à être un instrument pour les luttes, en réalisant des suppléments comme par exemple avec les ouvriers de l'usine Clark en grève en Janvier 76 ou pour le carnaval de Strasbourg.

Dans la vallée de la Bruche, des habitants réalisent leur propre journal pour exprimer les luttes de la vallée vosgienne frappée par la désindustrialisation et le dépeuplement : *Le cri de la vallée*. Sans périodicité précise, ce journal paraît à chaque lutte importante.

En passant par les Vosges, on trouve à Verdun *Le Goujon*, hebdomadaire né à l'automne 75, qui lutte contre le monopole du tout-puissant *Est Républicain*, qui dès la naissance du *Goujon*, a essayé de le couler : des pressions ont eu lieu sur les marchands de journaux et l'imprimeur. La police judiciaire s'en est même mêlée comme le

raconte le numéro 13 du *Goujon* en perquisitionnant chez un militant CGT dont le crime était de participer à la rédaction. Le *Goujon* passe en procès contre un PDG local qui demande 200 000 francs en dommages et intérêts pour un article. Cher de la ligne.

Le Raudi, de Metz a lui aussi connu des difficultés telles à son départ qu'il dut faire imprimer son premier numéro à Strasbourg. Cependant le cap difficile semble franchi, puisque cinq numéros sont sortis et que le journal fête son premier anniversaire. Ici encore, le même monopole en face : *l'Est Républicain*.

Enfin, un nouveau venu à Nancy, le *Temeraire* qui vient de faire paraître un premier numéro plein de bandes dessinées avec un épais dossier sur le concordat entre l'Etat et l'Eglise qui fait que depuis Napoléon 1er, le corps ecclésiastique est payé avec l'argent des contribuables, comme les fonctionnaires.

Autant de possibilités, naissances ou confirmées de combattre la presse locale pourrie et de servir les luttes populaires.

Anton



télévision

TF 1

- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Le grand dictionnaire de la chanson
Par ordre alphabétique (si l'émission tient jusqu'au bout) défilent, au cours des semaines, les « vedettes ». Aujourd'hui : Charles Aznavour, Georges Brassens. L'ordre alphabétique est une drôle de façon de comprendre la chanson !
- 21.25 Tziganes sans frontières
Quatre émissions. Aujourd'hui, les Manouches.
- 22.30 Pleine page
Des livres à la pelle...

A 2

- 17.30 Fenêtre sur...
Peintre de notre temps : Jacques Hérold
- 18.30 Journal
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.40 Les dossiers de l'écran
Zeppelin (Cf. Ce soir sur l'A 2)
- 23.30 Journal

FR 3

- 19.20 Actualités régionales
- 19.55 Flash journal
- 20.30 Westerns, aventures
Le trésor du pendu (John Sturges)

Dans l'objectif

AIX EN PROVENCE

◆ Magnum, qui arrive tout droit de Bordeaux, est aujourd'hui à Aix.

BEZIERS

● A 21 h, la MJC organise la projection d'un film de Vera Chytilova : *Quelque chose d'autre* (deux femmes qui s'interrogent sur leur condition, deux figures, deux destins qui ne se rencontrent jamais).

BORDEAUX

● Le ciné-club Max Linder, qui crèche — comme chacun sait — au théâtre de l'Ouest aquitain à Saint-Médard en Jalles projette le film de Pontecorvo : *La bataille d'Alger*. 20 h 45 ; ne le manquez pas !

● Une exposition : « Le 1^{er} Mai — De 1890 à nos jours ». Aux archives de la Gironde. 13, rue d'Aviau, Bordeaux. Tous les jours sauf samedis et dimanches de 9 h à 17 h.

CLERMONT-FERRAND

● Le T.A.P. (théâtre action de Prairial) qui a dernièrement présenté une pièce d'André

Benedetto : *Le petit train de M. Kamodé* récidive ce soir à la Maison des jeunes de St Jacques.

LYON

● Première projection ce soir au « Cinématographe » du cycle « Le nucléaire au cinéma ». 18 h : *Kashima paradise*, 19 h 45 : *Docteur Folamour*, 21 h 40 (la séance sera suivie d'un débat) : *La bombe*, 44, cours Suchet. 2^e. Telos : 37 24 84.

MURET

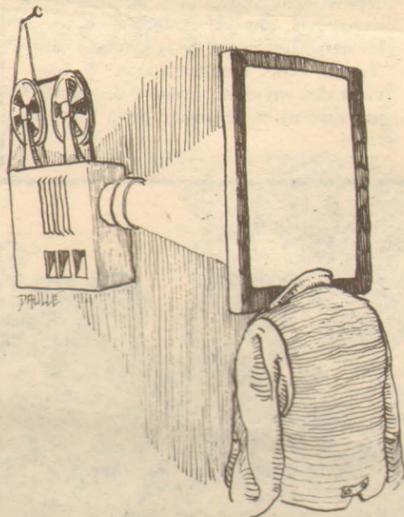
● Eric Fraj, chanteur occitan, sera aujourd'hui au lycée du Muret.

ORLEANS

● A 18 h 30, dans le cadre du festival du spectacle pour l'enfance et la jeunesse, Gabriel Carasso, directeur du théâtre du Bonhomme rouge, animera un débat-spectacle : « Le théâtre pour enfants — Quel théâtre ? » Avec de nombreux metteurs en scène de spectacles pour enfants. Des extraits du nouveau spectacle du Bonhomme rouge.

RENNES

● A la maison de la culture à



21 h 30 : « Le livre vivant du marais ». Quai St-Cyr. Tarif unique : 5 F.

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

● Le studio donne ce soir *Antonio das mortos* (20 h), et *Souvenirs d'en France* (22 h)

● Un théâtre installé sur une péniche et qui se déplace au fil de l'eau, il fallait y penser ! Cette idée saugrenue a germé, un soir de grand vent, sous la tignasse ébouriffée de Jean-Paul Farré. La péniche/théâtre ayant rompu ses amarres et quitté le canal Saint Martin, accostera bientôt au port d'Aubervilliers, à 500 m du théâtre de la Commune. Deux spectacles seront présentés. Ce soir à 20 h 30 c'est : *En attendant Godot*, de S. Beckett.

BURES

● Ciné-actualités à la MJC intercommunale. Le film de Dugowson : *Lily aime-moi*. Rufus et Folon. A 21 h. 40, rue Ch. De Gaulle. Tel : 907 74 70

PARIS

FILM

● En soutien à la MJC de la Porte de Vanves, un film ce soir à 20 h 30 : *La vie quotidienne dans un village communautaire* (en formation dans la vallée d'Aspe : élevage de chèvres, tissage, coupe du bois, réalisation d'un cuiseur solaire...) 2, ave de la porte de Vanves. 75014. Tel : 539 98 80.

● Le théâtre de l'estrade présente toujours *Le misanthrope* ou *Regards sur la folie au siècle de Louis XIV* au théâtre Daniel Sorano (rue Ch. Pathé. Vincennes). Tel : 808 73 74). Ce soir à 21 h. Dernière représentation : jeudi.

CHANSONS

● Pour les folkeux : sachez qu'Alain Giroux et Gory Peterson sont au théâtre Mouffetard à partir d'aujourd'hui et qu'ils y resteront jusqu'au 22 mai.

● Vous pouvez aussi aller écouter Béa Tristan aux Blancs Man-teaux (21 h).

● Quant à Jean-Paul Verdier (chansons français-occitans) il passe à la Cour des miracles, tous les soirs à 20 h 30, jusqu'au 5 juin.

Naissance : « Chanson de femme »

« Chanson de femme » vient de naître. C'est un collectif composé d'auteurs-compositeurs-interprètes féminins de la scène et du disque. Il soutient par ses animations et spectacles une association du même nom dont le but principal est de montrer, dans la chanson, une nouvelle image de la femme.

L'association comprend actuellement une vingtaine d'adhérentes (toutes ne participent pas au collectif) dont les plus enthousiastes sont : Claude Antonini, Claire, Catherine Derain, Mara, la québécoise Francine Reeves, Béatrice Tekielski, Béa Tristan et Chantal Grimm qui a lancé le mouvement.

Ce soir à 22 H 30, l'association sera au « Cloître », rue St-Jacques.

Pour prendre contact : C. Grimm, 55, rue R. Losserand 75014 PARIS.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....
ADRESSE : RUE..... N°.....
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaïd, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.

— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	119 134 60	P.A. Sartrouville	1000 00
Recherche scientifique Marseille	825 00	Sympathisants HEC 78	780 00
Diffuseurs Marseille	452 00	Medecin Maurepas	100 00
CS Besançon	150 00	Travailleurs CEPTB St Rémy	30 00
Sympathisant Honeywell	50 00		
G.T. Elèves infirmières	120 00		
P.M. Prof Jussieu	250 00	NOUVEAU TOTAL	123 541 60
J.F. (CFDT) J.M. (CGT)	200 00		
Prof Vincennes	50 00		
Renault Ateliers	250 00		
Diffuseurs Sarcelles	150 00		

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à Rouge, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.



LA PISTE NOIRE

LA TOTALE IMPUNITÉ DES FASCISTES

Deux camarades, Serge Mazoué et Jean-Jacques Lahyani ont été lourdement condamnés par la 23^{ème} chambre correctionnelle, le premier à 8 mois et le second à 1 an de prison ferme, pour coups et blessures contre des colporteurs d'affiches d'extrême-droite. Pourtant les fascistes étaient armés de couteaux et de fléaux japonais alors que les camarades sortaient d'une soirée, en bras de chemise et les mains nues ; ils n'ont eu que le temps de ramasser sur un chantier de quoi se défendre.

Si la justice a la main lourde contre les militants révolutionnaires, la police de Ponia se montre en revanche pleine d'indulgence envers les agissements des groupes d'extrême-droite qui multiplient depuis quatre mois leurs agressions.

Dès février, les attaques contre les locaux du PSU, du PC, contre les vendeurs de la presse ouvrière se multipliaient. La mobilisation étudiante a déchainé la hargne de l'extrême-droite. Les blessures dont fut victime le nazillon aixois Marandat fournirent l'occasion à l'extrême-droite parisienne de se mobiliser contre le péril rouge et la mollesse du pouvoir. Mollesse orientée en effet, quand on sait que les flies tabassaient les étudiants qui manifestaient le 15 mars au Quartier latin ou qui occupaient la Sorbonne, alors que dans leur sanctuaire d'Assas les apprentis fuhrers se permettent de rattrapper les étudiants de gauche au

point que le président de l'université soit obligé de les autoriser à passer leurs examens par correspondance. Depuis il y a eu l'attaque du local parisien de la Ligue communiste et les descentes en horde dans les rues du quartier Montparnasse, pour cogner sur tout ce qui n'a pas l'air suffisamment français.

Cette poussée de fièvre se développe parce qu'elle bénéficie d'une totale impunité, mais aussi parce qu'elle remplit une fonction interne dans le petit monde du fascisme français.

Le Front de la jeunesse et le PFN à (longs) couteaux tirés

Avant d'être l'organisation de jeunesse du PFN, le Front de la jeunesse était celle d'Ordre nouveau, groupe fasciste dissout en 1973. Les nazillons dissouts décidèrent sur le champ de recréer une organisation, mais cette fois plus question de casques à croix celtique et de salut hitlerien, il fallait repeindre la façade, rendre la maison plus respectable. Les sales affaires aux odeurs d'égout seraient désormais confiées aux novices du Front de la jeunesse ou couvertes d'un sigle bidon Groupe d'intervention nationaliste, mêlant les parfums de clandestinité aux vapeurs du soufre et cliquetis des barres de fer. Ce projet était développé noir sur blanc dans le

n° 8 du journal *Faire front*, à la veille de la fondation du PFN : « Toute campagne risquant de provoquer des désordres doit être non pas abandonnée... mais elle doit être l'œuvre d'organisations particulières... telles que le Front de la jeunesse ».

Depuis les exactions du dit Front ne se comptent plus : attaques de lycées (Lavoisier, Henri IV...), de facultés (la dernière en date à Censier où une étudiante a été brûlée au 3^{ème} degré), des vendeurs de la presse ouvrière (au marché Saint Quentin où deux postiers ont failli être tués). Il faut également ajouter que ce sont les mêmes énergumènes qui ont assumé le service d'ordre de Giscard en mai 74 et celui de son fils en octobre 75. Le meeting prévu à Assas, avant les mésaventures de Marandat, était baptisé « Contre le libéralisme de Giscard » ! Défense de sourire.

Mais voilà que les gros bras sans cervelle du FI se mettent à mener la vie dure au PFN. D'abord parce qu'une organisation fascisante pousse mal à l'ombre d'un pouvoir qui en occupe la place. Ensuite parce que l'opération « respectabilité » du PFN capote lamentablement : le journal du PFN, *Initiative nationale*, ne sort plus depuis deux mois, plus de meetings « chauds », plus de campagnes dures : les nerfs du Front de la jeunesse sont frustrés sans compensations. Il leur vient des envies de prendre du champ par rapport au légalisme de la maison mère.



Leleu dans le service d'ordre du sergent Dupuy de Méry lors de l'occupation des studios Cognacq-Gay, pour empêcher qu'Alain Krivine ne participe à une émission sur l'armée le 11 novembre dernier.

APPEL

Le pouvoir vient de condamner deux anti-fascistes, J. Jacques Lahyani, un an de prison ferme, Serge Mazoué, huit mois ferme et quatre mois avec sursis. Ils sont condamnés pour s'être défendu contre une agression fasciste, menée par des membres de l'UNI (syndicat étudiant fasciste, équivalent de la CFT, lié au SAC de Pasqua). Cette condamnation montre une fois de plus la volonté du pouvoir de laisser les groupes d'extrême-droite agir en toute impunité. Face à cette condamnation scandaleuse, un comité unitaire de soutien aux deux anti-fascistes s'est créé à Levallois.

Les signataires appellent l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques, politiques et syndicales, les personnalités à constituer un comité national pour la libération des deux anti-fascistes.

Premières signatures :

Union Local CFDT, Club Léo Lagrange, Maison des Jeunes et de la Culture

Sections de Levallois : PS, PSU, LO, LCR, OCI, AJS, des membres de la JC à titre individuel, 25 personnalités locales

Envoyez toute correspondance à UL-CFDT, 140 Marines au fou, 92300 Levallois

Souscription : CCP La Source 33 450 40 D. Un synd. CFDT Hauts de Seine



Leleu lors d'une cérémonie commémorative à l'Arc de triomphe en très officielle compagnie.

MAIS OU EN EST DONC L'AFFAIRE HAZAN ?

Giscard, tes gorilles te saluent bien !

Souvenons-nous (encore) de l'affaire Hazan, le PDG de la société Phonogram enlevé le 31 décembre 1975 et retrouvé quelques jours plus tard. Une partie des membres du commando était arrêtée, une autre court toujours. Moschini (alias Miguel) et les frères Pech, membres ou moniteurs du service d'ordre du PFN font partie de la première. Dans la seconde : Jacques Prévost, ex-OAS ayant participé à l'attentat du Petit-Clamart et responsable de l'agence Ncta qui loue des milices très spéciales contre les grévistes de Peugeot Papa Pech (Marcel) ancien trésorier d'Ordre Nouveau.

On savait que la police avait identifié deux membres du commando cachés quelque part en Grèce : il s'agit de Serge Leleu et de Jean-Michel François. Mais ce qui n'a pas encore été précisé c'est qu'ils sont tous deux membres du Front de la Jeunesse.

Jean-Michel François était l'un des responsables action du service d'ordre du Front de la Jeunesse. Serge Leleu participait quant à lui à toutes actions. Les photos ci-jointes permettent de l'identifier aux côtés du sergent Dupuy de Méry (membre du PFN et responsable du Comité de soutien à l'Armée) lors de l'occupation des studios de Cognacq Jay contre l'émission des dossiers de l'écran à laquelle Krivine devait participer.

Et s'il faut encore des preuves au juge chargé de l'instruction, il doit chercher du côté du PFN et du Front de la Jeunesse : *Le Monde* du 2/3/76 annonçait l'arrestation d'un certain Philippe Lageste, caissier principal d'une succursale de la Caisse d'Epargne. C'est en perquisitionnant chez Moschini que la police a retrouvé la carte de visite de Lageste avec au dos, le plan d'une arme et d'une Caisse d'Epargne. Or, ledit Lageste a avoué avoir participé à la préparation des hold-ups contre sa propre succursale : il a rendu une partie du fric mais a rejoint son ami Moschini sous les verrous. Précision : Lageste n'est pas un inconnu puisque son nom figure... sur la liste ci-jointe du Comité national du PFN.

Autre nom, dans la même liste, celui de Jean Fuseau qui a fait parler de lui il y a peu de temps : responsable pour Rennes du Front de la Jeunesse, il a été arrêté le 18 mars dernier pour avoir agressé des militants antimilitaristes qui prenaient le car pour la marche nationale sur Paris ; Fuseau avait déjà été inculpé à Paris en 1973 pour port d'armes. Je te tiens, tu me tiens, tout se tient.

Le procès de l'affaire Hazan ne manquera pas de piment, à moins que l'affaire en question traîne et glisse aux oubliettes. Auquel cas preuve sera faite que le prince Ponia entend la notion de sécurité à sens unique. Et qu'il est au moins reconnaissant envers les siens.

tions et nos militants devant la justice du Pouvoir.

Composition du Conseil National

Paris : Catherine BARNAY, Guy BARRÉ, Jean-Yves BOUVIER, Danielle BRISSON, Philippe CAVALIÉ, Hilaire CHOLET, Charles ÉCARY, Alain GALLAND, Frédéric GONTIER, Philippe LAGESTE, Michel LEROY, Michel PETIT, Jean RASPAIL, Sylvie RUGGIERI, Jean-Paul VASLIN.

Province : Georges CONDET (Arles), Jean-Pierre POLI (Nice), Jean-Marie KNITTEL (Nice), Jean-Pierre BERBERIAN (Marseille), Christian VELLIEUX (Marseille), Jean-Pierre GIRAULT (Besançon), Gérard FREULET (Strasbourg), Daniel REICHERT (Nancy), Bertrand GIBault (Poitiers), Serge LAURENS (Toulouse), Pierre TERS (Bordeaux), M. ARMILHAT (Montpellier), Daniel BLACHE (Saint-Étienne), Nicole PÉPIN-MALHERBE (Marseille), Pierre CHARRETON (Orléans), Jean FUSEAU (Rennes), André MOREL (Oise), Bernard LEJEUNE (Amiens), René BLANCHOT (Marseille), Denis de BOUTEILLER (Lyon), Patrick VERRIER (Nice), Fer-

La liste du comité central de *Faire front*, qui devint le PFN, publiée par le journal *Initiative* n°3. On y trouve du joli monde : Lageste, Fuseau...

Mais ils ne sont pas seuls en cavale puisque *l'Humanité* du 1/3/76 an-